BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2015

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS
ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2015

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX 3
LISTE DES GRAPHIQUES....4
AVANT-PROPOS....5
RESUME....9
INTRODUCTION....11
I– COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES....16
I.1- Balance de biens....16
I.1.1- Exportations de biens....17
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens....17
I.1.1.2- Composition des exportations de biens....18
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens....20
I.1.2- Importations de biens....21
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens....21
I.1.2.2- Composition des importations de biens....22
I.1.2.3- Orientation géographique des importations de biens....24
I.2- Balance des services....25
I.2.1- Exportations de services....25
I.2.2- Importations de services....26
I.3- Compte de revenu primaire 26
I.4- Compte de revenu secondaire....27
II- COMPTE DE CAPITAL....28
II.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits....28
II.2- Transferts de capital....28
III- COMPTE FINANCIER....29
III.1- Investissements directs étrangers....29
III.2- Investissements de portefeuille....31
III.3- Dérivés financiers....31
III.4- Autres investissements....32
IV- CAPITAUX MONETAIRES....33
IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale....33
IV.2- Avoirs et engagements des banques....34
IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts…34
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE....35
CONCLUSION....36
ANNEXES....38

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire en termes de transactions (optique BCEAO).....10
Tableau 2 : Evolution de la balance courante.....16
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....16
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens.....17
Tableau 5 : Principaux groupes de produits exportés.....18
Tableau 6 : Exportations de la Côte d'Ivoire vers les autres pays de l'UEMOA.....21
Tableau 7 : Evolution des importations de biens FOB.....22
Tableau 8 : Principaux types de produits importés.....23
Tableau 9 : Importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA.....25
Tableau 10 : Evolution de la balance des services.....25
Tableau 11 : Exportations de services.....25
Tableau 12 : Importations de services.....26
Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire.....26
Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire.....27
Tableau 15 : Evolution du compte de capital.....28
Tableau 16 : Evolution du compte financier (optique BCEAO).....29
Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale.....33
Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....34
Tableau 19 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires.....34

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de la balance commerciale et de la balance courante..... 17
Graphique 2 : Principaux produits exportés.....20
Graphique 3 : Evolution des flux nets d'IDE.....29
Graphique 4 : Répartition des IDE entrants selon ses composantes.....30
Graphique 5 : Principaux secteurs d'activité bénéficiaires des IDE entrants en 2015.....30
Graphique 6 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets.....33

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui retrace, sous forme comptable, l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents, au cours d'une période déterminée. Elle est présentée suivant les règles de la comptabilité en partie double.

La balance des paiements nationale permet d'évaluer l'insertion de l'économie dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres et de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde. Elle constitue, en outre, un élément essentiel de la statistique nationale. Plusieurs éléments qui en sont tirés contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le produit intérieur brut, par exemple).

En général, les comptes de la balance des paiements sont établis en monnaie locale et conformément aux recommandations du Manuel de la Balance des Paiements du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce manuel dont la première édition date de 1948, a été amélioré successivement en 1950, en 1961, en 1977, en 1993 et, récemment, en 2008. Chaque édition répond à l'évolution économique et financière, aux changements dans les intérêts des analystes et à l'accumulation d'expériences des statisticiens.

Ainsi, les comptes présentés ci-après ont été établis selon les principes de la nouvelle édition, la 6ème (MBP6), entrée en vigueur dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au cours de l'année 2012.

Ce nouveau manuel qui apporte davantage de clarifications à certains concepts, procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations. Il met aussi l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la Position Extérieure Globale (PEG), en raison du rôle prépondérant de l'analyse bilancielle dans l'appréciation de la vulnérabilité économique des États.

La prise en compte, par la BCEAO, de ces changements a engendré une révision globale de son dispositif d'élaboration des comptes extérieurs depuis l'année 2012, afin d'une part, de maintenir leur conformité aux normes internationales et, d'autre part, de corriger les insuffisances du dispositif précédent qui a été utilisé sur la période 1996-2011.

Ainsi, les supports de collecte des données ont été entièrement révisés, de même que les applications informatiques dédiées au traitement des informations. En outre, les données des années antérieures ont été retranscrites dans le but d'assurer la cohérence des séries.

Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte du dispositif a consisté également en la prise en compte des données de certaines institutions sous-régionales qui étaient ignorées auparavant, en la répartition des données par branche d'activité et en la modification de la structure géographique des transactions. Cette dernière porte sur le remplacement de la France par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA depuis la création de l'euro en 1999.

En tenant compte de toutes les modifications qui ont été introduites par le MBP6, dans le but de rapprocher les comptes extérieurs du compte "reste du monde" du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), les composantes de la balance des paiements sont réparties en trois grandes catégories, comme présentées ci-après.

I- Composantes de la balance des paiements

I.1 Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes d'une économie et celles qui sont non-résidentes. Le revenu primaire représente le gain qui revient aux unités institutionnelles résidentes en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles non-résidentes. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants entre résidents et non-résidents.

I.2 Le compte de capital

Il regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acheter ainsi que les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

La somme des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Elle est théoriquement égale au compte financier.

I.3 Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- **les investissements directs**, qui sont effectués par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable, notamment la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient, dans cette optique, au moins 10% des actions ou des droits de vote ;

- **les investissements de portefeuille**, qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserves ;

- **les dérivés financiers**, qui sont des instruments financiers dont la valeur change en fonction de l'évolution du prix d'un autre actif appelé "support" ou "primitif" ou "sous-jacent" ;

- **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classés dans les investissements de portefeuille et les réserves. Les principaux éléments inclus dans les autres investissements sont notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, l'utilisation des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;

- **les avoirs de réserves**, qui sont des avoirs extérieurs à disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils permettent de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influer sur le cours de la monnaie nationale et parer à d'autres besoins.

Les comptes de la balance des paiements sont complétés par la position extérieure globale.

II– La position extérieure globale

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état statistique qui retrace, à un moment donné, la valeur et la composition des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La position extérieure fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs locaux. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements (MBP6) distingue, au niveau des statistiques de la PEG, un compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume liés à des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment des changements de volume des avoirs, des changements de volume des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications.

Les principales étapes d'élaboration de ces deux états sont les suivantes.

III – Principales étapes d'élaboration de la balance des paiements

Les comptes extérieurs sont élaborés en suivant les quatre principales étapes décrites ci-après.

Etape 1 : la collecte des données

Pour l'élaboration des comptes extérieurs, les informations sont collectées auprès des agents économiques, à travers un formulaire administré par voie postale et par le biais d'agents enquêteurs recrutés avec le concours du Ministère en charge de l'Economie et des Finances. Pour ce faire, il a été établi une typologie de l'activité des agents économiques afin de concevoir des questionnaires adaptés aux uns et aux autres et de couvrir l'ensemble des transactions internationales des différents agents économiques. Cette collecte d'informations auprès des entreprises est complétée par des statistiques recueillies auprès d'autres sources, notamment les données du commerce extérieur, communiquées par la Direction Générale des Douanes, et les tableaux de dépouillement fournis par certains organismes et départements ministériels.

Etape 2 : le traitement des données

Les informations reçues des déclarants sont contrôlées (pour vérifier la vraisemblance et la cohérence d'ensemble) et saisies dans une application qui en assure le traitement. Des rapprochements sont ensuite effectués avec d'autres sources. En particulier, les statistiques du commerce extérieur sont confrontées à celles sur les grands produits détenues par les organismes qui les commercialisent.

Etape 3 : l'enregistrement des données

A l'issue de ces traitements, les informations sont enregistrées de façon automatique par l'application informatique. En principe, du fait de l'équilibre comptable de la balance des paiements, le solde global des comptes devrait être nul. Dans les faits, il est constaté une différence, qui fait l'objet d'un poste « Erreurs et Omissions ». C'est un poste d'ajustement dont l'existence tient au fait que, contrairement à l'exigence d'un véritable système de comptabilisation en partie double, les enregistrements dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Ces « Erreurs et Omissions » traduisent donc des écarts statistiques issus d'incertitudes dans le taux de couverture de certaines collectes, de décalages de périodes et de différences de méthodes.

Etape 4 : Analyse de la balance des paiements

La balance des paiements étant un outil d'aide à la décision, il convient, après son élaboration, d'en expliquer les principaux soldes, à partir des transactions ou catégories de transactions effectuées avec l'étranger. Les faits économiques et politiques intervenus au cours de la période sous revue, et qui ont pu influencer directement ou indirectement ces soldes, doivent également être mis en lumière. Par ailleurs, un rapprochement avec les soldes obtenus les années précédentes est effectué, afin d'examiner la dynamique de la situation économique du pays ainsi que l'efficacité des politiques adoptées.

RESUME

La croissance mondiale a évolué, en 2015, à un rythme moins soutenu qu'en 2014, en s'établissant à 3,2%[1] contre 3,4%, sous l'effet de la faiblesse de la reprise économique dans les pays avancés et de la poursuite du ralentissement de l'expansion économique dans les pays émergents, notamment la Chine.

Dans les Etats membres de l'UEMOA, la croissance est ressortie à 7,0% en 2015, après 6,5% en 2014. Cette performance résulte de l'augmentation de la production manufacturière, de l'accroissement de la production agricole, du dynamisme de la branche des « Bâtiments et Travaux Publics » ainsi que de l'essor des services avec la vulgarisation de nouveaux produits dans les domaines bancaire et des télécommunications.

Au plan national, en 2015, l'économie ivoirienne s'est consolidée, grâce à la bonne tenue de l'élection présidentielle, à un cadre macroéconomique stable et à la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2012-2015 ainsi que des réformes structurelles. Le PIB a enregistré, en termes réels, une progression de 9,2% après 8,5% en 2014.

Dans ce contexte, après un solde global positif de 273,8 milliards un an plus tôt, les paiements extérieurs se sont soldés en 2015 par un excédent de 248,5 milliards.

La balance des transactions courantes a enregistré un déficit de 119,1 milliards (-0,6% du PIB), contre un excédent de 252,2 milliards en 2014, en liaison avec le creusement des déficits des services, du revenu primaire et du revenu secondaire conjugué avec la baisse de l'excédent de la balance des biens.

Le solde excédentaire de la balance commerciale s'est replié de 2,1% par rapport au niveau atteint en 2014, en lien avec une progression des exportations plus faible que celle des importations.

Le solde déficitaire des services s'est accentué de 11,8% par rapport à 2014, en relation avec l'accroissement des paiements du fret, de la consommation de services de bâtiments et travaux publics et une forte demande en divers services spécialisés.

De même, le déficit du compte du revenu primaire s'est aggravé de 32,5% en 2015, du fait de la hausse des paiements d'intérêt de la dette publique et des revenus d'investissements consécutive à l'augmentation des passifs financiers des entreprises vis-à-vis de l'étranger.

S'agissant du revenu secondaire, son déficit s'est accru de 40,1% par rapport au montant de 2014 en raison, d'une part, de la baisse des aides budgétaires reçues par l'Administration Publique et, d'autre part, de la hausse des contributions au fonctionnement des organismes internationaux, notamment au titre des reversements des prélèvements communautaires, et de l'accroissement des transferts de fonds des travailleurs migrants émis.

Pour ce qui est du solde positif du compte de capital, il s'est amélioré, notamment avec la progression des dons projets reçus par le secteur privé.

Le compte financier, sous la présentation optique BCEAO, affiche un solde négatif de 250,3 milliards, après un solde positif de +89,9 milliards en 2014. Il se traduit par une hausse des passifs financiers, impulsée par l'accroissement des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille.

1- Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), établies en octobre 2016

Tableau 1 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire en termes de transactions *(optique BCEAO)*

(En milliards de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	**7 796,2**	**7 915,2**	**-119,1**
Biens et services	**7 391,0**	**6 710,8**	**680,2**
Biens	**6 938,0**	**5 064,0**	**1 874,0**
Marchandises générales	6 490,9	5 064,0	1 427,0
Dont : Réexportations	0,1	0,0	0,1
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,1	0,0	0,1
Or non monétaire	447,0	0,0	447,0
Services	**453,0**	**1 646,8**	**-1 193,9**
Transport	97,6	969,8	-872,2
Dont : Fret	63,9	839,7	-775,8
Voyage	93,2	211,2	-118,0
Autres services	262,2	465,8	-203,6
Revenus primaires	**133,5**	**729,0**	**-595,5**
Revenus des salariés	99,0	15,1	83,8
Revenus des investissements	27,2	713,2	-686,0
Autres revenus primaires	7,3	0,7	6,6
Revenus secondaires	**271,7**	**475,4**	**-203,7**
Administratons publiques	154,0	55,9	98,1
Aides budgétaires	154,0	55,9	98,1
Autres secteurs	117,7	419,5	-301,8
Dont : Envois de fonds des travailleurs	99,9	369,0	-269,1
Compte de capital	**156,4**	**0,0**	**156,4**
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0
Transfert en capital	156,4	0,0	156,4
Administratons publiques	128,6	0,0	128,6
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	27,8	0,0	27,8
Compte financier	**720,3**	**970,6**	**-250,3**
Investissements directs	8,5	292,3	-283,8
Investissements de portefeuille	13,1	587,2	-574,2
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	698,7	91,0	607,7
Administration publique	17,2	191,7	-174,5
Autres secteurs	681,5	-100,7	782,2
	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	**-6 763,2**	**-6 724,1**	**-39,1**
Solde global	**469,1**	**220,5**	**248,5**
Avoirs et engagements extérieurs	**-469,1**	**-220,5**	**-248,5**
Banque centrale	-384,3	-108,3	-276,0
Autres institutions de dépôts	-84,8	-112,2	27,5

Source : BCEAO

INTRODUCTION

Conjoncture économique et financière internationale

La croissance mondiale s'est s'établie à 3,2% en 2015, soit 0,2 point de moins qu'en 2014 et 0,1 point au-dessous des prévisions de la mise à jour des Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) de juillet 2015. Les perspectives des principaux pays et régions demeurent inégales. Par rapport à l'an dernier, la reprise dans les pays avancés s'est accélérée légèrement, tandis que l'activité dans les pays émergents et les pays en développement a ralenti pour la cinquième année consécutive, principalement en raison d'une dégradation des perspectives de certains grands pays émergents et des pays exportateurs de pétrole. Étant donné la baisse des prix des produits de base, la diminution des flux de capitaux vers les pays émergents et les tensions sur leurs monnaies, ainsi que l'augmentation de la volatilité sur les marchés financiers, les risques de dégradation des perspectives ont augmenté, en particulier pour les pays émergents et les pays en développement.

En effet, dans les pays industrialisés, le taux de croissance a connu une légère amélioration par rapport à celui enregistré l'année précédente, soit 1,9%, après 1,8% en 2014 du fait des politiques monétaires accommodantes des banques centrales, de l'amélioration des conditions financières et de la baisse du prix du pétrole. Aux États-Unis, le taux de croissance économique a été de 2,4% tout comme en 2014, en liaison avec le dynamisme de la demande intérieure privée. En Zone euro, le taux de croissance économique est passé de 0,9% en 2014 à 1,6% en 2015 grâce à une demande intérieure et extérieure plus vigoureuse, consécutive à la baisse des prix du pétrole, au redressement de l'investissement privé, au maintien des mesures d'assouplissement prises par la Banque Centrale Européenne (BCE) ainsi qu'à la dépréciation de l'euro. Au Japon, la croissance de l'économie est redevenue positive en 2015, en ressortant à 0,5% après s'être contractée de 0,1% en 2014, sous l'effet des politiques d'assouplissement monétaire et budgétaire ainsi que de la reprise des investissements qui ont permis de relancer les activités des entreprises et la demande intérieure.

En revanche, la croissance économique dans les pays émergents et en développement a été moins forte que celle de l'année antérieure en passant de 4,6% en 2014 à 4,0% en 2015. Elle a été affectée par le ralentissement de l'économie chinoise, la volatilité des marchés financiers, la persistance des tensions géopolitiques et l'impact négatif de la baisse des cours des matières premières pour les pays exportateurs. Ainsi, le taux de croissance de la Chine est ressorti à 6,9% en 2015, après 7,3% l'année d'avant, sous l'effet de l'atonie de la demande interne et internationale, des turbulences des marchés boursiers et de la stagnation persistante du secteur immobilier. De même, l'activité économique au Brésil et en Russie après avoir progressé de 0,1% et 0,6% en 2014, s'est repliée respectivement de 3,8% et 3,7% en 2015, du fait notamment de la chute des cours des matières premières de base et des tensions sociales et géopolitiques. Toutefois, la morosité d'ensemble des pays émergents a été quelque peu atténuée par le dynamisme de l'économie indienne, portée par la bonne tenue de l'investissement et le bas niveau des coûts de production en lien avec la baisse des prix des matières premières. Le taux de croissance du pays est ressorti à 7,3% en 2015 comme en 2014.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a été également plus faible, en ressortant à 3,4% en 2015, après 5,0% en 2014 sous l'effet de la baisse des prix des produits de base qui a pesé sur les grandes économies de la région. Plus spécifiquement, l'Afrique du Sud a enregisté un taux de croissance de 1,3% en 2015, contre 1,5% en 2014, l'activité économique ayant été affectée par la morosité du secteur minier, la faiblesse des infrastructures ainsi que la situation politique et sociale tendue du pays. De même, le Nigéria a connu un ralentissement de la croissance de son produit intérieur brut qui est passé de 6,3% en 2014 à 2,7% en 2015 en raison essentiellement des difficultés du secteur pétrolier, ébranlé par l'effondrement des cours du pétrole sur le marché international.

Concernant le marché du travail, les demandes d'emplois ont globalement baissé en 2015 dans les pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le taux de chômage a reculé pour s'établir à 5% en décembre 2015 contre 5,6% au 31 décembre 2014. En Zone euro, il s'est établi à 10,4% au 31 décembre 2015 contre 11,3% une année auparavant. De même, au Japon, le taux de chômage est ressorti en baisse de 0,1 point de pourcentage sur la période, passant à 3,3% en décembre 2015.

Quant à l'inflation, elle a poursuivi sa décélération au cours de l'année 2015, sous l'effet notamment du repli des prix du pétrole.

Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 0,3% en 2015, contre 1,4% en 2014, en deçà des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il s'est situé en moyenne à 4,7% en 2015 après 5,4% en 2014.

Au plan de la politique monétaire, la persistance de la faiblesse de l'inflation a conduit les banques centrales des principaux pays industrialisés à maintenir ou renforcer l'orientation accommodante de leurs politiques monétaires, à l'exception de la FED qui a entamé un resserrement progressif de sa politique monétaire vers la fin de l'année. Ainsi, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés ses taux directeurs durant l'année 2015 et entamé la mise en œuvre de son programme d'assouplissement quantitatif pour tenter de relancer l'activité économique et lutter contre le risque de déflation en Zone euro. Par ailleurs, la BCE a décidé, le 3 décembre 2015, d'abaisser son taux de dépôt de 10 points de base à -0,30%, contre -0,20% auparavant et s'est engagée à élargir la palette des actifs qu'elle entend racheter pour éviter d'assécher le marché. Quant à la Réserve Fédérale des Etats-Unis (FED), elle a changé l'orientation de sa politique monétaire en fin d'année en relevant, le 16 décembre 2015, de 25 points de base sa fourchette d'objectif des taux des fonds fédéraux ou « Fed Funds » entre 0,25% et 0,50%, pour la première fois depuis près de 10 ans. Cette hausse de taux n'est qu'une première étape d'un resserrement progressif de sa politique monétaire, dont elle a conditionné la poursuite à l'évolution de l'inflation. La Banque du Japon (BoJ) a maintenu inchangés ses taux directeurs et son dispositif d'assouplissement quantitatif.

Au sein des pays émergents, la plupart des banques centrales ont modifié l'orientation de leur politique monétaire pour lutter contre la persistance des tensions inflationnistes et géopolitiques ainsi que les fortes dépréciations monétaires. Ainsi, les conditions monétaires ont été assouplies en Inde, en Russie et en Chine. En revanche, au Brésil, la Banque Centrale a poursuivi le resserrement de sa politique monétaire pour contenir l'inflation et soutenir sa devise, en dépit de la récession économique que connaît le pays. En Afrique du Sud, la Banque Centrale a augmenté, son taux directeur pour tenter d'enrayer la chute du rand.

Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales devises, en liaison avec le renforcement des mesures d'assouplissement de politique monétaire prises par la BCE et le début de normalisation de la politique monétaire de la FED. Le cours de l'euro s'est établi à 1,0862 dollar à fin décembre 2015 contre 1,2098 dollar un an plus tôt, soit une dépréciation de 10,2%. Le cours de la monnaie unique européenne a également reculé par rapport au yen japonais, au franc suisse, au yuan et à la livre sterling, respectivement, de 10,9%, 10,5%, 6,3% et 5,4%.

Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu une évolution similaire par rapport à ces monnaies.

S'agissant des marchés financiers internationaux, en particulier les marchés boursiers, au cours de l'année 2015, les principales places boursières ont évolué de manière contrastée. Dans la Zone euro, l'indice EuroStoxx 50 a gagné 300,4 points par rapport à son niveau de 2014 pour s'établir à 3.445,7 points en 2015. En revanche, au Royaume-Uni, l'indice Footsie 100 s'est replié de 1,0% en 2015 pour ressortir à 6.614,8 points. Les indices américains, Nasdaq et Dow Jones, se sont renforcés, respectivement de 4,9% et 13,0% par rapport à

l'année précédente. De même, au Japon, l'indice Nikkei a progressé de 23,9%, en passant de 15.470,2 points en 2014 à 19.163,3 points en 2015.

Au niveau de l'UEMOA, la croissance des États membres a été plus vigoureuse. En effet, le Produit Intérieur Brut en volume (PIB réel) de l'Union a progressé de 7,0% en 2015, après 6,5% en 2014. Cette performance a été impulsée par l'augmentation de la production manufacturière, soutenue par l'accroissement de l'offre d'énergie, et le dynamisme de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » (BTP), consécutif à la poursuite des investissements publics et privés dans la plupart des Etats membres de l'Union. Elle a également résulté de la progression de la production agricole au cours de la campagne 2015/2016 et de l'essor de l'activité des services, en raison de la vulgarisation de nouveaux produits, notamment dans le domaine des télécommunications et du développement du mobile banking. Les résultats obtenus sont également dus à la préservation de la qualité des politiques économiques mises en œuvre dans les Etats, à l'amélioration du climat sociopolitique ainsi qu'à la poursuite de la mise en œuvre des projets nationaux et régionaux de renforcement des infrastructures de base.

Concernant les prix, le taux d'inflation dans l'UEMOA est ressorti en moyenne à 1,0% en 2015, après -0,1% en 2014 et 1,5% en 2013. Le relèvement du niveau général des prix à la consommation en 2015 est imputable principalement aux produits alimentaires locaux, notamment les légumes, les céréales, les tubercules et les produits de la pêche. L'évolution du niveau général des prix a également été sensible au renchérissement des matériaux de construction, en particulier le ciment, en liaison avec l'accroissement de la demande de logements neufs. Nonobstant les évolutions haussières susmentionnées, la progression du niveau général des prix a été contenue dans des proportions compatibles avec l'objectif de stabilité des prix.

Pour ce qui est de la politique monétaire dans l'Union, l'action de la Banque Centrale au cours de l'année 2015 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité. Dans un contexte caractérisé par une maîtrise des pressions inflationnistes, la BCEAO a maintenu inchangés ses taux d'intérêt directeurs afin de soutenir l'activité économique, à travers un assouplissement des conditions de financement. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal sont ainsi demeurés respectivement à 2,50% et à 3,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013 contre 3,00% et 4,00% au début de l'année 2013. Le coefficient des réserves obligatoires applicables aux banques a été maintenu à 5,0% pour l'ensemble des banques de l'UEMOA, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012.

Concernant les matières premières, leurs cours se sont, pour la plupart, orientés à la baisse, en raison d'une demande mondiale atone en relation avec le ralentissement de la croissance dans les pays émergents, en particulier la Chine, et de l'appréciation du dollar. De même, les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont évolué à la baisse sur une base annuelle. Les baisses les plus significatives concernent l'huile de palme (-24,3%), le coton (-15,0%), le café robusta (-12,8%) et l'or (-8,4%). Toutefois, les cours du cacao et de la noix de cajou ont enregistré des hausses. L'augmentation des prix du cacao reflète le dynamisme de la demande, notamment celle liée à l'accroissement de la consommation du chocolat en Asie. Cette tendance haussière a été renforcée par la baisse de la production au Ghana, deuxième producteur mondial, ainsi que les craintes sur les récoltes de la Malaisie et de l'Indonésie, du fait de conditions météorologiques défavorables. La fermeté des prix de la noix de cajou a été, pour sa part, induite par la forte demande mondiale, notamment celle en provenance d'Asie, d'Europe et des Etats- Unis.

Conjoncture économique et financière nationale

En 2015, l'économie ivoirienne a poursuivi sa consolidation, grâce à un cadre macroéconomique stable, à la poursuite des réformes structurelles et aux investissements publics dans le cadre du Plan National de Développement (PND) 2012-2015. Le PIB a enregistré, en termes réels, une progression de 9,2% après 8,5% en 2014.

Le secteur primaire a connu une croissance de 2,7% en 2015, après de 11,6% en 2014. Cette performance est attribuable, notamment, aux hausses des productions de cacao, de café, de l'anacarde, de la canne à sucre, de caoutchouc et de coton graine.

La production de cacao fèves est ressortie en hausse de 8,7% par rapport à 2014, en relation notamment avec l'application de la réforme visant à garantir 60% du prix CAF aux planteurs, l'entrée en production de la variété «Mercedes» dans le cadre de la poursuite du programme Qualité, Quantité et Croissance (2QC) et l'effet des investissements, dans les domaines des pistes de desserte agricole, réalisés au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR).

La production de café s'est accrue de 19,6%, favorisée par le retour des paysans à cette culture du fait de l'accroissement du prix d'achat bord champ.

Concernant la noix de cajou, la production a crû de 24,4%, du fait du regain de confiance des producteurs consécutif aux réformes engagées dans la filière concernant le rehaussement et le respect du prix bord champ, ainsi que la mise à disposition d'une sacherie visant à préserver la qualité de la noix.

La production de la canne à sucre a connu une hausse de 3,9%, grâce à une bonne pluviométrie.

La production du caoutchouc naturel a progressé de 12,9%, grâce à l'entrée en production de nouvelles plantations.

Quant au coton graine, la croissance de sa production s'est poursuivie, en s'établissant à 3,8% en 2015. Ce dynamisme est attribuable à l'amélioration de la productivité dans la culture de cette matière première, en lien avec l'approvisionnement des planteurs en intrants, en matériels agricoles et en semence de meilleure qualité par le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA), ainsi que l'encadrement et la formation des cultivateurs.

Le secteur secondaire a poursuivi sa tendance haussière en affichant un taux de croissance de 13,2% en 2015 contre 3,5% en 2014, attribuable à l'ensemble de ses composantes.

En particulier, la hausse de secteur des mines est due aux investissements dans les domaines de l'exploration, du développement et de l'entretien des puits et mines existants. L'industrie manufacturière a connu une bonne performance grâce à ses composantes «industries agroalimentaires» et «autres industries manufacturières». Ces progressions ont été soutenues par la demande locale et les exportations de produits transformés (cacao, noix de cajou et huile de palme). Les Bâtiments et Travaux Publics (BTP) se sont accrus de 33,5% en liaison notamment avec la conduite des investissements dans les infrastructures socio-économiques. Cette évolution se reflète dans l'ensemble de ses composantes, notamment la demande intérieure de ciment, de «gravier de granite, gravillons et sable de lagune», de bitume et de béton.

Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 10,3% en 2015 contre 10,8% en 2014, grâce à la bonne tenue de toutes ses branches.

Au plan de la demande, la consommation finale a augmenté de 9,5% contre 8,3% en 2014, soutenue par l'ensemble de ses branches à savoir la consommation des ménages. Cette hausse est due à l'accroissement substantielle des dépenses de l'Etat, à la politique de création d'emploi, à la hausse des revenus des ménages salariés et agricoles en rapport avec la hausse des productions des principaux produits d'exportation et à la revalorisation salariale.

De même, les investissements se sont inscrits en hausse de 17,0% contre 15,9% en 2014, soutenus notamment par les chantiers de l'État et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturier et de la construction.

Relativement à l'évolution des prix à la consommation, l'inflation s'est établie à 1,2% en 2015 après 0,4% en 2014, grâce à la mise en œuvre d'actions de lutte contre la cherté de la vie. Ces actions concernent d'une part la réduction des coûts des produits de grande consommation par l'accroissement de l'offre de produits alimentaires comme le riz et certains produits vivriers et d'autre part, la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de desserte agricoles.

Au titre des finances publiques, la situation est marquée par des ressources et des dépenses en augmentation. Dans ce contexte, le déficit budgétaire a été de -2,9% du PIB.

Les recettes et dons sont passées de 3.916,8 milliards en 2015 à 3.293,3 milliards en 2014, soit une hausse de 18,9%. Elles se décomposent en recettes fiscales (2.954,9 milliards contre 2.573,3 milliards en 2014), en recettes non fiscales (679,8 milliards contre 416,1 milliards en 2014) et en dons (282,2 milliards contre 304,0 milliards en 2014).

Les dépenses totales et prêts nets ont aussi connu une augmentation (4.469,8 milliards contre 3.669,6 milliards en 2014) liée principalement à la volonté du Gouvernement de maintenir la stabilité macroéconomique et d'exécuter le programme d'investissement présenté dans le PND. Ainsi, les dépenses d'investissement sont passées à 1.247,3 milliards contre 994,2 milliards en 2014.

Concernant les agrégats monétaires, les avoirs extérieurs nets sont ressortis à 1.989,0 milliards à fin décembre 2015 après 1.784,7 milliards à fin 2014, soit une progression de 204,3 milliards. Quant au crédit intérieur, il s'est inscrit en hausse de 974,9 milliards, en passant de 4.936,7 milliards à fin décembre 2014 à 5.911,6 milliards à fin décembre 2015. Cette consolidation est imputable essentiellement aux crédits à l'économie (+1.020,2 milliards), la Position Nette du Gouvernement (-45,3 milliards) s'étant améliorée. Il en a résulté un accroissement de la masse monétaire de 1.198,0 milliards.

I– COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Les transactions courantes ont enregistré un déficit de 119,1 milliards en 2015, soit -0,6% du PIB, contre un excédent de 252 milliards (+1,5% du PIB) en 2014, en liaison avec le creusement des déficits des services, des revenus primaire et secondaire ainsi que le repli du solde des échanges de biens.

Tableau 2 : Evolution de la balance courante

(En milliards de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Biens et services	1 974,4	572,1	453,4	846,9	680,2
Biens	2 816,3	1 565,6	1 479,2	1 914,8	1 874,0
Services	-842,0	-993,5	-1 025,8	-1 067,9	-1 193,9
Revenu primaire	-466,3	-469,9	-445,1	-449,3	-595,5
Revenu secondaire	-251,6	-265,8	-217,1	-145,4	-203,7
Solde du compte courant	**1 256,4**	**-163,7**	**-208,8**	**252,2**	**-119,1**
Solde du compte courant (hors dons)	**1 245,4**	**-193,3**	**-314,1**	**85,2**	**-272,7**
PIB Nominal	**11 976,7**	**13 804,9**	**15 445,8**	**16 890,9**	**18 774,5**
Solde courant (en pourcentage du PIB)	**10,5%**	**-1,2%**	**-1,4%**	**1,5%**	**-0,6%**

Sources : DCPE, BCEAO

I.1- Balance de biens

La balance des biens[1] est ressortie excédentaire à 1.874,0 milliards, après 1.914,8 milliards en 2014, soit un repli de 2,1%, dû à une augmentation en valeur des importations plus prononcée que celle des exportations.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

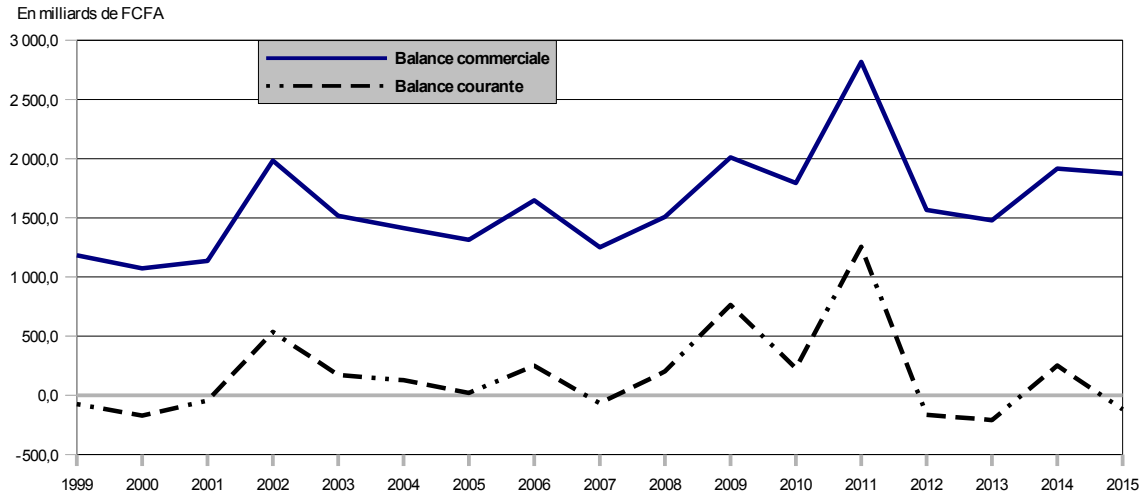
(En milliards de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens, base balance des paiements	5 962,1	6 189,4	5 952,9	6 411,3	6 938,0
dont cacao	1 969,4	1 722,1	1 931,8	2 288,6	3 030,9
part	*33,0%*	*27,8%*	*32,5%*	*35,7%*	*43,7%*
dont produis pétroliers	1 740,4	2 003,7	1 693,4	1 544,1	1 120,8
part	*29,2%*	*32,4%*	*28,4%*	*24,1%*	*16,2%*
Importations de biens, base balance des paiements	3 145,7	4 623,7	4 473,6	4 496,5	5 064,0
dont produits pétroliers	1 274,1	1 962,2	1 824,4	1 676,3	1 253,9
part	*40,5%*	*42,4%*	*40,8%*	*37,3%*	*24,8%*
dont riz	268,1	349,3	233,2	216,4	290,8
part	*8,5%*	*7,6%*	*5,2%*	*4,8%*	*5,7%*
Balance commerciale de biens	**2 816,3**	**1 565,6**	**1 479,2**	**1 914,8**	**1 874,0**
Taux de couverture des importations de biens par les exportations de biens	**189,5%**	**133,9%**	**133,1%**	**142,6%**	**137,0%**
Taux de couverture des importations de biens et services par les exportations de biens et services	**144,2%**	**109,3%**	**107,6%**	**114,1%**	**110,1%**
Degré d'ouverture commerciale	**45,5%**	**46,4%**	**40,0%**	**38,0%**	**37,6%**

Sources : DGD, BCEAO

1- Les statistiques douanières du commerce général font l'objet de corrections. Il s'agit notamment d'ajustements de champ couvert en liaison avec la notion de résidence, de la déduction des coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF en vue d'obtenir des valeurs FOB, de l'inclusion du commerce non contrôlé, etc. Les charges d'assurance et de fret sont ensuite imputées à des rubriques de la balance des services (voir appendice à la fin du document).

Graphique 1 : Evolution de la balance commerciale et de la balance courante



Source : BCEAO

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

En 2015, les exportations de biens (base balance des paiements) ressortent à 6.938,0 milliards, après 6.411,3 milliards un an plus tôt, soit une croissance de 526,7 milliards (+8,2%), sous l'impulsion des marchandises générales (+427,3 milliards ou +7,0%) et de l'or non monétaire (+99,3 milliards ou +28,6%).

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens

(En milliards de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	5 694,0	5 858,5	5 667,2	6 063,6	6 490,9
Dont réexportations	0,6	0,2	5,9	0,6	0,1
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	-3,4	4,0	1,5	0,1	0,1
Or non monétaire	271,5	326,9	284,2	347,6	447,0
Total exportations de biens ajustées	**5 962,1**	**6 189,4**	**5 952,9**	**6 411,3**	**6 938,0**

Sources : DGD, BCEAO

Au niveau des échanges intra-UMOA, les biens cédés aux autres pays de l'Union se chiffrent à 913,0[1] milliards en 2015, après 811,6 milliards en 2014, soit une hausse de 101,4 milliards (+12,5%).

Les biens vendus aux pays de la Zone euro (cf. annexe 1.9) s'établissent à 2.694,8 milliards en 2015, après 2.084,5 milliards l'année d'avant, soit une consolidation de 29,3%.

1 - Données corrigées (cf. annexes 2.12 à 2.16). Ce niveau tient compte des corrections effectuées sur les chiffres des Douanes ivoiriennes à partir de la confrontation avec les données fournies par les pays partenaires et des estimations du commerce non contrôlé.

I.1.1.2- Composition des exportations de biens

En 2015, les exportations, selon les statistiques douanières, hors plateformes de forage et autres biens exceptionnels, se composent de produits primaires à hauteur de 56,4% et de produits transformés à concurrence de 43,6%, contre respectivement 50,4% et 49,6% en 2014.

Les produits primaires sont dominés par ceux issus de l'Agriculture industrielle et d'exportation (79,7% en 2015 contre 78,3% en 2014) et les produits miniers (19,7% en 2015 contre 21,0% en 2014).

Au niveau des produits transformés, ceux manufacturés sont prépondérants (48,2% en 2015 contre 56,0% en 2014). Ils sont suivis des produits issus de la première transformation (45,5% en 2015 contre 38,3% en 2014).

Tableau 5 : Principaux groupes de produits exportés

(En milliards de FCFA)

Types de produits	2011	2012	2013	2014	2015
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	3 216,1	3 095,7	3 024,3	3 265,0	3 976,6
part dans les exportations douanières	55,5%	51,3%	50,7%	50,4%	56,4%
Agriculutre, Elévage, Pêche	16,1	23,0	20,8	22,6	23,4
part dans les exportations douanières	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
part dans les produits primaires	*0,5%*	*0,7%*	*0,7%*	*0,7%*	*0,6%*
Agriculture Industrielle et d'Exportation	2 306,9	2 098,3	2 235,9	2 557,2	3 170,8
part dans les exportations douanières	39,8%	34,8%	37,5%	39,5%	45,0%
part dans les produits primaires	*71,7%*	*67,8%*	*73,9%*	*78,3%*	*79,7%*
Produits miniers	893,2	974,4	767,6	685,2	782,3
part dans les exportations douanières	15,4%	16,1%	12,9%	10,6%	11,1%
part dans les produits primaires	*27,8%*	*31,5%*	*25,4%*	*21,0%*	*19,7%*
Produits transformés	2 581,4	2 942,5	2 944,7	3 207,7	3 070,6
part dans les exportations douanières	44,5%	48,7%	49,3%	49,6%	43,6%
Produits de la première transformation	934,4	984,0	1 009,2	1 227,6	1 396,9
part dans les exportations douanières	16,1%	16,3%	16,9%	19,0%	19,8%
part dans les produits transformés	*36,2%*	*33,4%*	*34,3%*	*38,3%*	*45,5%*
Conserves et Préparation Alimentaires	179,1	195,6	192,6	183,6	195,0
part dans les exportations douanières	3,1%	3,2%	3,2%	2,8%	2,8%
part dans les produits transformés	*6,9%*	*6,6%*	*6,5%*	*5,7%*	*6,4%*
Produits manufacturés	1 467,9	1 762,9	1 742,9	1 796,4	1 478,7
part dans les exportations douanières	25,3%	29,2%	29,2%	27,8%	21,0%
part dans les produits transformés	*56,9%*	*59,9%*	*59,2%*	*56,0%*	*48,2%*
Total exportations commerce général Douanes hors plate-forme pétrolières	**5 797,5**	**6 038,2**	**5 969,0**	**6 472,6**	**7 047,1**

Sources : DGD, BCEAO

La répartition des exportations par produit révèle, sur la base des statistiques du commerce général hors biens exceptionnels, la prépondérance de sept produits en 2015. Il s'agit des fèves de cacao (29,8%), du cacao transformé (13,2%), des produits transformés du pétrole (11,3%), de l'or non monétaire (6,3%), de la noix de cajou (6,1%), du pétrole brut (4,6%) et du caoutchouc (4,3%). Ils représentent 75,6% des recettes d'exportation en 2015, après 76,0% l'année d'avant. Leurs différentes évolutions sont retracées ci-dessous :

- les exportations de fèves de cacao se sont établies à 2.099,7 milliards, après 1.505,9 milliards en 2014, soit une augmentation de 593,8 milliards (+39,4%), contre une hausse de 187,7 milliards (+13,89%) un an auparavant. Cette performance est imputable, d'une part, à l'accroissement de la production de cacao (+8,7%), en lien

avec l'entrée en production de la variété « Mercedes » dans le cadre de la poursuite du programme Qualité, Quantité et Croissance (2QC) et, d'autre part, à l'amélioration des cours mondiaux du cacao (+1,8%). Les ventes de cette matière première représentent 29,8% des exportations totales du pays en 2015, après une part de 23,7% en 2014. Elles sont destinées principalement aux Pays-Bas (23,6%), aux Etats-Unis (20,4%), à la Belgique (17,6%), à l'Allemagne (8,8%) et à la Turquie (5,3%) ;

- s'agissant des exportations de cacao transformé, elles sont ressorties à 931,1 milliards, après 782,7 milliards en 2014, soit une évolution positive de 148,4 milliards (+19,0%), en lien avec l'entrée en production de nouvelles unités de transformation. Elles représentent 13,2% des exportations globales. Les ventes se font majoritairement aux Pays-Bas (29,5%), en France (18,0%), aux Etats-Unis (8,7%), en Espagne (6,6%) et au Royaume-Unis (6,4%) ;

- pour ce qui est des produits transformés du pétrole, leurs exportations se sont établies à 798,6 milliards, après 1.221,6 milliards en 2014, soit un fléchissement de 423,0 milliards (-34,6%). En volume, ces exportations se sont repliées de 4,0%, en passant de 2.626,5 mille tonnes en 2014 à 2.522,2 mille tonnes en 2015. Cette contre-performance est imputable, d'une part, à la chute des cours mondiaux du pétrole brut entamée depuis le mois de juin 2014 et, d'autre part, à la baisse de la production de gasoil (2,0%) consécutive au tarissement de la demande extérieure. Les produits transformés du pétrole ont été vendus majoritairement au Nigéria (24,6%), au Togo (13,8%), au Mali (13,7%), au Burkina (13,5%) et au Cameroun (4,4%) ;

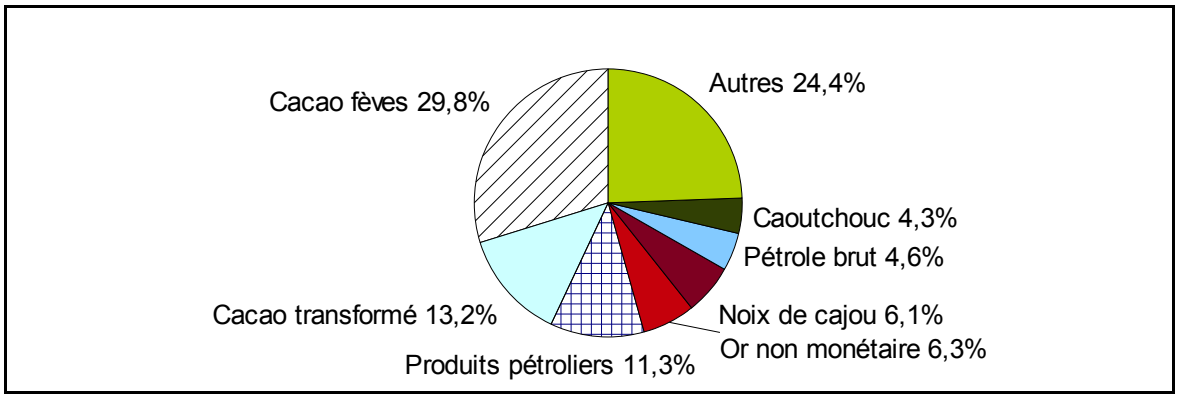
- concernant l'or non monétaire, les ventes extérieures sont estimées à 447,0 milliards, après 347,6 milliards en 2014, soit une consolidation de 99,4 milliards (+28,6%) grâce notamment à la production des nouveaux sites. Les destinations principales de ce minerai sont la Suisse, avec 60,1% de la valeur des exportations, et l'Afrique du Sud, avec 39,2% des ventes ;

- s'agissant de la noix de cajou, les exportations sont évaluées à 427,4 milliards, après 391,8 milliards, soit une progression de 35,5 milliards (+9,1%), sous l'impulsion d'une bonne tenue des cours et d'une dynamique haussière de la production. La filière continue de bénéficier de la mise en œuvre de certaines réformes portant, d'une part, sur le relèvement et le respect du prix bord champ et, d'autre part, sur la mise à disposition d'une sacherie visant à préserver la qualité de la noix. Cette matière première est exportée, à 99,5%, vers trois pays, à savoir : l'Inde (53,2%), le Vietnam (42,9%) et le Brésil (3,4%) ;

- au niveau du pétrole brut, les ventes à l'étranger ont continué de baisser en passant de 322,5 milliards en 2014 à 322,2 milliards 2015. Cependant, en volume, les exportations de pétrole brut ont enregistré une croissance de 64,3%, en passant de 887,9 mille tonnes à 1.458,8 mille tonnes, grâce à l'impact des investissements effectués sur les permis CI 26 et CI 40 qui constituent 94,4% de la production du pays. L'Allemagne est le premier acquéreur de ce produit, avec 41,9% des exportations. Elle est suivie des Pays-Bas (13,8%), de l'Irlande (12,8%), de la France (10,8%) et de l'Inde (10,1%) ;

- pour ce qui est du caoutchouc, les ventes à l'étranger reculent de 2,7 milliards (-0,9%), en ressortant à 300,0 milliards, après 302,7 milliards, en lien avec la baisse des cours mondiaux de ce produit. La Malaisie, l'Allemagne et les Etats-Unis sont les trois premières destinations des exportations de ce produit, avec respectivement 18,3%, 13,3% et 9,1% des ventes extérieures.

Graphique 2 : Principaux produits exportés



Source : BCEAO

S'agissant des exportations à destination de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier (cf. annexe 2.10), leur structure est caractérisée par la prédominance des marchandises suivantes :

- les produits pétroliers (38,3% des ventes en 2015 après 39,4% en 2014) ;
- l'huile de palme (6,1% des commercialisations en 2015 après 5,8% en 2014) ;
- l'électricité (5,8% des exportations en 2015, après 8,8% en 2014) ;
- les plastiques (4,7% des expéditions en 2015 après 4,2% en 2014) ;
- le tabac (4,4% des exportations en 2015 après 4,0% en 2014).

En 2015, ces produits ont représenté globalement 59,3% des cessions à destination des autres pays de l'Union contre 62,2% l'année antérieure.

I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens

Sur la base des statistiques douanières (cf. annexe 1.9), les ventes à destination de l'Europe ressortent à 3.386,2 milliards, contre 1.953,1 milliards pour l'Afrique, 889,8 milliards pour l'Asie et 747,3 milliards pour l'Amérique en 2015. Ces chiffres sont consécutifs à 2.629,0 milliards pour l'Europe, 2.037,0 milliards pour l'Afrique, 805,4 milliards pour l'Amérique et 909,1 milliards pour l'Asie l'année précédente.

Ainsi, l'Europe demeure le principal débouché de la Côte d'Ivoire. La part de ce continent est ressortie à 48,1% en 2015 après 40,6% en 2014. L'Europe est suivie par l'Afrique avec une part de 27,7% en 2015, après 31,5% en 2014. Viennent ensuite l'Asie avec une part qui s'est établie à 12,6% en 2015, après 14,0% en 2014 et l'Amérique avec une part qui est ressortie à 10,6% en 2015, après 12,4% en 2014.

En Europe, les principaux clients des opérateurs économiques résidents sont les *Pays-Bas* (12,0% du total des exportations et 24,9% des ventes à la zone en 2015, après respectivement 9,9% et 24,4% en 2014), la *France* (6,4% du total des exportations et 13,3% des ventes à la zone en 2015, après respectivement 6,7% et 16,5% en 2014) et la *Belgique* (6,5% du total des exportations et 13,6% des ventes à la zone en 2015, après respectivement 4,3% et 10,7% en 2014).

En Afrique, le *Nigéria* demeure le premier consommateur des produits ivoiriens (4,0% des exportations totales et 14,3% de celles destinées au continent africain en 2015, après respectivement 5,7% et 18,2% en 2014).

En Amérique, les envois de marchandises sont principalement destinés aux *Etats-Unis* (76,1% des ventes à la zone en 2015, après 66,9% en 2014) et au *Canada* (10,3% des ventes, après 21,9% en 2014).

En Asie, les acheteurs les plus importants sont l'*Inde* (32,9% des ventes en Asie en 2015, contre 28,9% en 2014) et la *Chine* (6,3% des exportations destinées à cette zone en 2015, après 7,8% en 2014).

En prenant en compte les ajustements qui ont été opérés sur les statistiques douanières à partir de la confrontation avec les données fournies par les autres pays de l'UEMOA et de l'estimation du commerce non contrôlé, la part des recettes issues des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA dans les exportations totales de la Côte d'Ivoire, s'établit à 13,2% en 2015, après 12,6% en 2014. Le Burkina et le Mali demeurent les principaux consommateurs de produits ivoiriens avec respectivement 34,6% et 30,5% des exportations ivoiriennes à destination de l'UEMOA, soit globalement 65,1%. En 2014, la part de ces deux pays ressortait à 68,2%. Le Togo occupe la troisième place avec une part de 16,0% devant le Sénégal (8,3%), le Niger (6,0%), le Bénin (4,5%) et la Guinée-Bissau (0,1%).

Tableau 6 : Exportations de la Côte d'Ivoire vers les autres pays de l'UEMOA

(En milliards de FCFA)

	2011*		2012*		2013*		2014*		2015*	
PAYS PARTENAIRES	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	66,0	11,2	96,5	12,4	38,3	5,2	33,7	4,2	40,9	4,5
BURKINA	201,8	34,4	290,7	37,3	329,4	44,5	359,8	44,3	316,2	34,6
GUINEE BISSAU	0,6	0,1	0,4	0,1	0,2	0,0	0,4	0,1	0,5	0,1
MALI	115,7	19,7	158,1	20,3	184,9	25,0	194,2	23,9	278,5	30,5
NIGER	23,4	4,0	35,9	4,6	34,7	4,7	36,6	4,5	54,8	6,0
SENEGAL	93,8	16,0	115,0	14,8	73,0	9,9	73,6	9,1	75,6	8,3
TOGO	85,7	14,6	82,6	10,6	79,8	10,8	113,2	14,0	146,5	16,0
TOTAL EXPORTATIONS	**587,0**	**100,0**	**779,2**	**100,0**	**740,4**	**100,0**	**811,6**	**100,0**	**913,0**	**100,0**

Sources : DGD, BCEAO

** Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale*

I.1.2- Importations de biens

I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En s'établissant à 5.064,0 milliards en 2015, après 4.496,5 milliards en 2014, les importations de biens FOB (base balance des paiements) ont enregistré une progression de 567,5 milliards ou +12,6% (cf. tableau 7 ci-après).

En valeur CAF, les achats de biens en provenance des pays de la zone euro s'établissent à 1.675,0 milliards (cf. annexe 1.12), après 1.419,7 milliards l'année d'avant, soit une hausse de 18,0%. Quant aux biens acquis auprès des autres pays de l'UEMOA, ils s'élèvent à 104,9 milliards, après 92,2 milliards en 2014, soit un accroissement de 13,7%.

Tableau 7 : Evolution des importations de biens FOB

(En milliards de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	3 145,7	4 623,7	4 473,6	4 496,5	5 064,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations de biens	**3 145,7**	**4 623,7**	**4 473,6**	**4 496,5**	**5 064,0**
Importations de biens / PIB nominal	**26,3%**	**33,5%**	**28,9%**	**26,6%**	**27,0%**

Source : BCEAO

I.1.2.2- Composition des importations de biens

En 2015, les importations CAF (cf. annexe 2.5), hors biens exceptionnels, sont composées de biens intermédiaires à hauteur de 33,6% contre 38,8% en 2014, d'autres biens de consommation à concurrence de 26,7% contre 28,7% un an plus tôt, de biens d'équipement à hauteur de 20,6% contre 16,0% l'année précédente et de produits alimentaires dans une proportion de 19,2% contre 16,5% l'année d'avant.

Les importations CAF de produits alimentaires se sont renforcées de 23,0% en lien avec notamment l'augmentation des achats de poissons (+14,8%), de riz semi-blanchi (+34,4%) et de blé tendre.

Quant aux acquisitions de biens d'équipement, ils ont progressé de 35,4%, en liaison avec la réalisation d'ouvrages publics, le regain de l'activité économique, l'implantation de nouvelles usines et le renouvellement de certains outils de production dans le secteur privé.

En revanche, les acquisitions de biens intermédiaires se sont contractées de 8,8%, sous l'effet de la baisse de la facture énergétique (-30,6%) en lien avec la chute des cours du baril de pétrole, du fléchissement des achats de produits chimiques (-16,1%) et du repli des acquisitions de coton (-11,8%).

De même, les importations des autres biens de consommation ont fléchi de 2,1%, en lien avec la baisse, en valeur, des achats de produits pétroliers (-7,1%), du recul des acquisitions de produits pharmaceutiques (-7,2%) et de la contraction des importations de minerais, scories et cendres (-8,3%).

Tableau 8 : Principaux types de produits importés

(En milliards de FCFA)

Types de produits	2011	2012	2013	2014	2015
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits alimentaires	**782,2**	**1 010,1**	**892,5**	**900,4**	**1 107,4**
part dans les importations	21,8%	19,0%	17,1%	16,5%	19,2%
Poissons	190,0	236,3	234,2	231,1	265,3
part dans les importations	5,3%	4,5%	4,5%	4,2%	4,6%
part dans les produits alimentaires	*24,3%*	*23,4%*	*26,2%*	*25,7%*	*24,0%*
Riz semi-blanchi	268,1	349,3	233,2	216,4	290,8
part dans les importations	7,5%	6,6%	4,5%	4,0%	5,0%
part dans les produits alimentaires	*34,3%*	*34,6%*	*26,1%*	*24,0%*	*26,3%*
Blé tendre	87,5	111,4	105,4	93,5	94,1
part dans les importations	2,4%	2,1%	2,0%	1,7%	1,6%
part dans les produits alimentaires	*11,2%*	*11,0%*	*11,8%*	*10,4%*	*8,5%*
Autres biens de consommation	**1 127,2**	**1 465,5**	**1 303,2**	**1 570,3**	**1 537,9**
part dans les importations	31,3%	27,6%	25,0%	28,7%	26,7%
Produits pétroliers	448,2	557,7	379,5	383,7	356,4
part dans les importations	12,5%	10,5%	7,3%	7,0%	6,2%
part dans les autres biens de consommation	*39,8%*	*38,1%*	*29,1%*	*24,4%*	*23,2%*
Produits pharmaceutiques	125,6	148,9	135,2	189,5	175,9
part dans les importations	3,5%	2,8%	2,6%	3,5%	3,0%
part dans les autres biens de consommation	*11,1%*	*10,2%*	*10,4%*	*12,1%*	*11,4%*
Plastiques	131,9	166,2	189,2	209,0	267,3
part dans les importations	3,7%	3,1%	3,6%	3,8%	4,6%
part dans les autres biens de consommation	*11,7%*	*11,3%*	*14,5%*	*13,3%*	*17,4%*
Biens intermédiaires	**1 278,9**	**2 071,1**	**2 196,9**	**2 124,8**	**1 938,7**
part dans les importations	35,6%	39,0%	42,1%	38,8%	33,6%
Pétrole brut	825,9	1 404,6	1 444,9	1 292,6	897,5
part dans les importations	23,0%	26,5%	27,7%	23,6%	15,6%
part dans les biens intermédiaires	*64,6%*	*67,8%*	*65,8%*	*60,8%*	*46,3%*
Produits chimiques	71,1	86,1	90,9	122,2	102,6
part dans les importations	2,0%	1,6%	1,7%	2,2%	1,8%
part dans les biens intermédiaires	*5,6%*	*4,2%*	*4,1%*	*5,8%*	*5,3%*
Fer, fonte, acier et ouvrages	102,1	184,1	211,9	269,4	391,9
part dans les importations	2,8%	3,5%	4,1%	4,9%	6,8%
part dans les biens intermédiaires	*8,0%*	*8,9%*	*9,6%*	*12,7%*	*20,2%*
Biens d'équipement	**407,4**	**757,9**	**820,9**	**876,2**	**1 186,5**
part dans les importations	11,3%	14,3%	15,7%	16,0%	20,6%
Machines mécaniques	180,1	342,8	394,6	406,7	524,1
part dans les importations	5,0%	6,5%	7,6%	7,4%	9,1%
part dans les biens d'équipement	*44,2%*	*45,2%*	*48,1%*	*46,4%*	*44,2%*
Matériel de transport routier	89,8	148,4	155,0	192,8	253,8
part dans les importations	2,5%	2,8%	3,0%	3,5%	4,4%
part dans les biens d'équipement	*22,0%*	*19,6%*	*18,9%*	*22,0%*	*21,4%*
Total importations CAF, commerce général douanes	**3 595,6**	**5 304,6**	**5 213,5**	**5 471,7**	**5 770,6**

Sources : DGD, BCEAO

Les principaux produits (hors biens exceptionnels) acquis auprès des fournisseurs non-résidents sont notamment le pétrole brut (15,6%), les machines mécaniques (9,1%), le fer, la fonte, l'acier et les ouvrages en acier (6,8%), les produits pétroliers raffinés (6,2%), le riz (5,4%), les plastiques (4,6%) et le poisson (4,6%). Ces produits représentent globalement 51,9% des achats en provenance de l'étranger.

S'agissant des importations en provenance de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier, leur structure est caractérisée, en 2015, par la prédominance du poisson (46,3% des importations), des produits pétroliers (7,4% des achats), du sel alimentaire (5,5% des achats), du coton (4,7% des achats), du tabac (4,7% des acquisitions) ainsi que des fruits et des légumes frais (4,4% des approvisionnements). Ces produits représentent globalement 73,0% des importations en provenance des autres pays de l'Union.

I.1.2.3- Orientation géographique des importations de biens

La répartition géographique des importations CAF (commerce général douanes hors biens exceptionnels) est caractérisée en 2015 par la poursuite de l'amoindrissement de la part de marché des pays d'Afrique au profit de celles des pays d'Europe et d'Asie. De même, la part des pays d'Amérique s'est contractée par rapport à 2014.

En effet, la part des importations en provenance des pays d'Europe est passée de 32,0% en 2014 à 35,7% en 2015. L'Asie a vu sa part de marché ressortir à 29,7% en 2015, après 26,5% en 2014. S'agissant des pays d'Afrique, leur part a chuté à 23,2% en 2015, après 30,6% l'année précédente. Quant aux pays d'Amérique, leur part s'est établie à 7,5%, après 8,1% en 2014.

En Europe, le principal fournisseur demeure l*a Franc*e, avec 37,8% des achats provenant de la zone en 2015, après 38,8% en 2014.

Il en est de même en Afrique pour le *Nigéria,* qui totalise 63,9% des commandes issues du continent, contre 71,9% en 2014.

En Asie, la Côte d'Ivoire se ravitaille majoritairement auprès de la *Chine.* Ce pays capte 33,5% des importations issues du continent asiatique en 2015, contre 33,5% en 2014. Le deuxième fournisseur asiatique est l*'Inde,* avec une part de 12,7% des importations en 2015 contre 18,6% en 2014.

En Amérique, les achats proviennent principalement des *Etats-Unis avec* 57,5% des importations totales de cette zone en 2015, après 49,8% en 2014.

Par contre, en prenant en compte les ajustements opérés lors des travaux de la cellule sous-régionale des réconciliation des données, la fraction des importations de la Côte d'Ivoire en provenance des pays de l'UEMOA s'est améliorée, en ressortant à 3,8% des importations totales, après 2,9% en 2014.

Les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire au niveau de l'UEMOA sont le Mali, le Sénégal et le Togo dont les parts de marché ressortent respectivement à 40,3%, 34,6% et 12,0% en 2015 contre 25,8%, 32,9% et 21,1% en 2014. Ils sont suivis par le Burkina (6,4%) et le Bénin (3,3%).

Tableau 9 : Importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA

(en milliards de FCFA)

	2011*		2012*		2013*		2014*		2015*	
PAYS PARTENAIRES	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	16,1	10,9	13,5	6,5	11,0	5,8	11,4	7,2	7,5	3,3
BURKINA	16,8	11,3	22,0	10,7	21,6	11,4	16,2	10,3	14,4	6,4
GUINEE BISSAU	0,6	0,4	0,3	0,1	2,1	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0
MALI	44,8	30,3	62,7	30,4	74,4	39,3	40,9	25,8	90,7	40,3
NIGER	6,2	4,2	3,3	1,6	4,6	2,4	4,4	2,8	7,7	3,4
SENEGAL	36,5	24,7	49,6	24,0	51,6	27,3	52,1	32,9	78,0	34,6
TOGO	27,0	18,3	55,0	26,6	23,8	12,6	33,3	21,1	27,1	12,0
TOTAL IMPORTATIONS	**148,0**	**71,7**	**206,4**	**100,0**	**189,2**	**100,0**	**158,3**	**100,0**	**225,3**	**100,0**

Sources : DGD, BCEAO

** Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale*

I.2- Balance des services

Le solde déficitaire des services s'est creusé de 11,8%, en liaison avec l'accroissement des paiements au titre du fret, des divers services spécialisés en matière d'études, de conseils et d'ingénierie par les sociétés minières et pétrolières ainsi que des services de location-exploitation dans les domaines des bâtiments et travaux publics et des industries extractives.

Tableau 10 : Evolution de la balance des services

(En milliards de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Transport	-614,6	-807,5	-788,7	-800,8	-872,2
Dont fret	-560,6	-709,6	-694,5	-692,7	-775,8
Voyage	-94,1	-98,0	-98,9	-107,5	-118,0
Autres services	**-133,4**	**-88,1**	**-138,2**	**-159,6**	**-203,6**
Total services nets	**-842,0**	**-993,5**	**-1 025,8**	**-1 067,9**	**-1 193,9**

Source : BCEAO

I.2.1- Exportations de services

Les recettes issues des services fournis aux non-résidents ont rebondi de 1,5% par rapport à l'année 2014, sous l'effet de la progression de tous les postes, à l'exception des services de fabrication fournis sur des intrants appartenant à des tiers (-49,5%) et des services d'entretien et de réparation (-29,4%).

Tableau 11 : Exportations de services

(En milliards de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Transport	69,7	72,1	68,5	69,7	97,6
Voyage	85,1	87,8	89,4	91,0	93,2
Autres services	**325,0**	**342,8**	**304,0**	**285,6**	**262,2**
Total services vendus	**479,8**	**502,7**	**461,9**	**446,4**	**453,0**

Source : BCEAO

I.2.2- Importations de services

Comparées à l'année précédente, les dépenses de consommation de services ont augmenté en liaison avec l'accroissement de la demande de transport (+11,4%), dont le fret (+11,1%), des voyages (+6,4%), et des autres services (+4,6%).

Tableau 12 : Importations de services

(En milliards de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Transport	-684,3	-879,6	-857,3	-870,6	-969,8
dont fret	-560,6	-777,7	-757,4	-755,8	-839,7
Voyage	-179,1	-185,7	-188,3	-198,5	-211,2
Autres services	**-458,3**	**-430,9**	**-442,2**	**-445,2**	**-465,8**
Total services reçus	**-1 321,7**	**-1 496,3**	**-1 487,8**	**-1 514,3**	**-1 646,8**

Source : BCEAO

I.3- Compte de revenu primaire

Le déficit du compte du revenu primaire a atteint 595,5 milliards en 2015, après 449,1 milliards un an plus tôt, soit un creusement de 146,2 milliards induit principalement par l'accroissement des paiements de revenus notamment les intérêts de la dette publique, les dividendes liés aux investissements directs étrangers et les bénéfices réinvestis par les non-résidents.

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(En milliards de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Rémunérations des salariés	80,7	81,7	82,8	83,0	83,8
Revenus des investissements	-546,8	-553,9	-528,0	-538,7	-686,0
Dont intérêts sur la dette publique	-129,7	-153,4	-99,1	-94,2	-152,2
Autres revenus primaires	-0,3	2,4	0,1	6,4	6,6
Revenu primaire net	**-466,3**	**-469,9**	**-445,1**	**-449,3**	**-595,5**

Source : BCEAO

I.4- Compte de revenu secondaire

Les revenus secondaires ont enregistré un déficit de 203,7 milliards, après un solde négatif de 145,4 milliards en 2014, soit un creusement de 58,3 milliards, liée à la baisse concomitante des aides budgétaires reçues par l'Administration Publique et des flux nets d'envois de fonds des travailleurs migrants.

En effet, les transferts de l'Administration Publique ont affiché, en 2015, un solde positif de 98,1 milliards, en baisse de 26,1 milliards par rapport à l'année précédente, sous l'effet conjugué du repli des aides budgétaires obtenues (154,0 milliards en 2015 contre 167,1 milliards en 2014) et l'augmentation des contributions aux organismes internationaux (55,9 milliards en 2015, après 42,9 milliards en 2014).

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire

(En milliards de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Administration publique	-13,9	-22,1	64,6	124,2	98,1
Dont aide budgétaire	11,0	29,7	105,4	167,1	154,0
Autres secteurs	-237,7	-243,7	-281,7	-269,6	-301,8
Dont envois de fonds des travailleurs	-236,9	-248,8	-256,4	-260,6	-269,1
Revenu secondaire net	-251,6	-265,8	-217,1	-145,4	-203,7

Source : BCEAO

II- COMPTE DE CAPITAL

En 2015, le solde positif du compte de capital s'est situé à 156,4 milliards, après 138,6 milliards l'année précédente, porté par les transactions au titre des transferts de capital.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(En milliards de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-0,1	-0,5	-1,6	1,3	0,005
Transferts de capital	73,1	4141,6	96,3	137,3	156,4
Administration publique	72,9	4141,6	96,3	137,3	128,6
Dont remises de dettes	51,0	4090,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,2	0,0	0,0	0,0	27,8
Solde du compte de capital	**73,0**	**4141,1**	**94,8**	**138,6**	**156,4**

Sources : DCPE, BCEAO

II.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Les transactions sur actifs incorporels (brevets, licences, droits d'auteur, marques) se sont soldées par un excédent de 0,005 milliard, après 1,3 milliard l'année antérieure.

II.2- Transferts de capital

Le solde des transferts de capital est ressorti à +156,4 milliards, après +137,3 milliards en 2014, soit une progression de 19,1 milliards. Les transferts de capital recouvrent les dons projets reçus par l'Administration Publique à hauteur de 128,6 milliards, après 137,3 milliards en 2014 et les dons des organismes internationaux au profit du secteur privé (+27,8 milliards en 2015, après 0,02 milliard en 2014).

III- COMPTE FINANCIER

Présenté selon l'optique BCEAO, ce compte affiche un solde négatif de 250,3 milliards en 2015, après un solde positif de 89,9 milliards en 2014. Ce solde recouvre un accroissement net des passifs de l'Administration Publique relatifs aux investissements de portefeuille et aux prêts, une augmentation des engagements des entreprises privées au titre des investissements directs étrangers et une baisse des créances sur l'étranger au titre des numéraires, des dépôts et des crédits commerciaux.

Tableau 16 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)

(En milliards de FCFA)

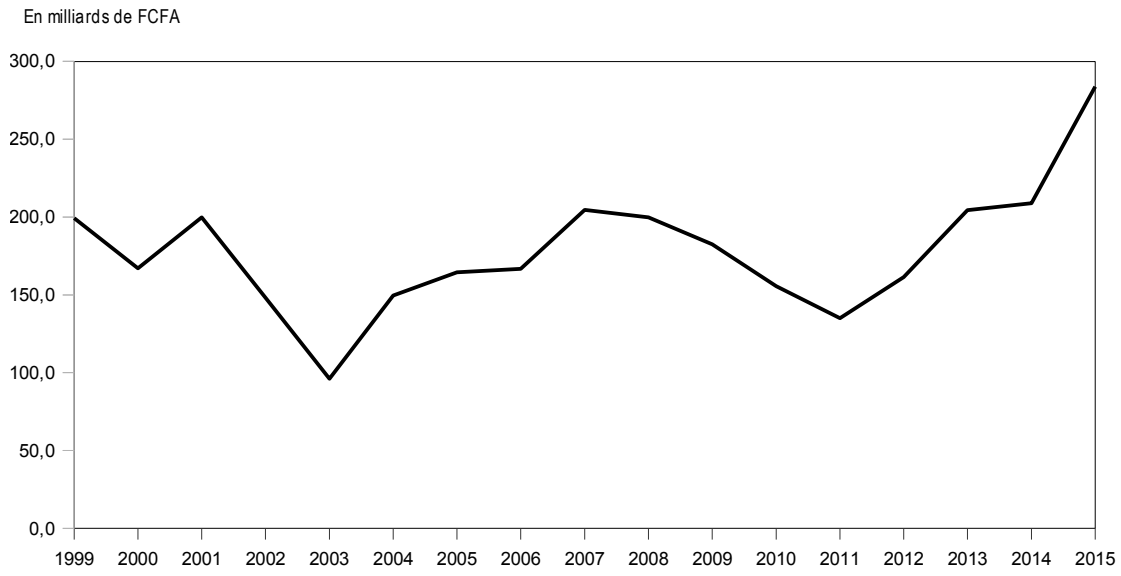
Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Investissements directs	-135,1	-161,3	-204,5	-208,9	-283,8
Investissements de portefeuille	-49,6	-72,6	-86,1	-462,8	-574,2
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 064,4	4 436,1	210,6	761,6	607,7
Solde du compte financier	**879,7**	**4 202,1**	**-80,0**	**89,9**	**-250,3**

Sources : DCPE, BCEAO

III.1- Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont soldés par une entrée nette de capitaux de 283,8 milliards en 2015, après 208,9 milliards en 2014, en liaison avec l'implantation de nouvelles usines dans divers secteurs de l'économie.

Graphique 3 : Evolution des flux nets d'IDE



Source : BCEAO

- ***Acquisitions nettes d'actifs financiers***

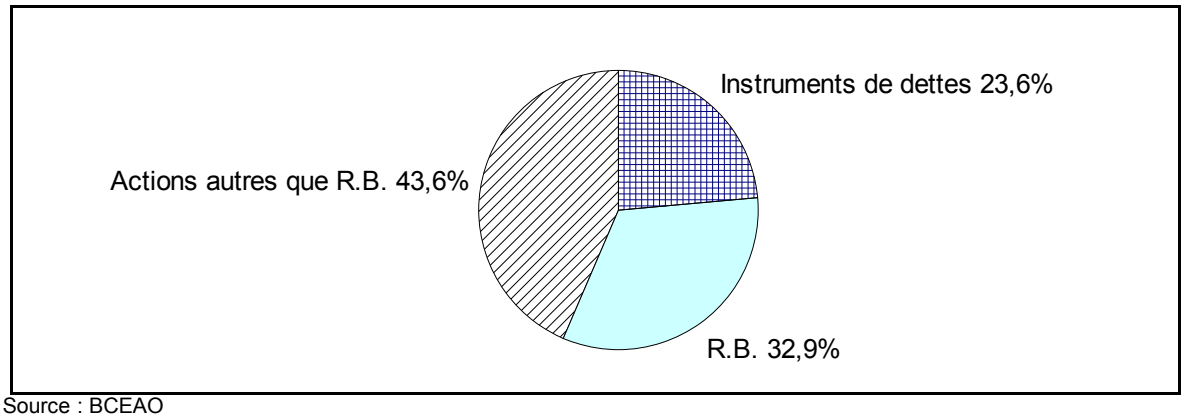
A l'instar de l'année 2014, les entreprises ivoiriennes ont poursuivi l'expansion de leurs filiales à l'étranger en 2015. Ainsi, les résidents ivoiriens ont effectué des investissements à l'extérieur à hauteur de 8,5 milliards, après 8,0 milliards en 2014.

En 2015, ces acquisitions d'actifs portent sur 7,3 milliards au titre des actions et part de fonds de placement et 1,2 milliard d'instruments de dettes. En 2014, ces entreprises avaient investi 16,3 milliards et procédé à la liquidation de 8,3 milliards.

- ***Accroissement net des passifs financiers***

Les investissements directs étrangers reçus par l'économie ivoirienne se sont établis à 292,3 milliards contre 216,9 milliards en 2014, soit une croissance de 34,8%. Ils résultent de 127,3 milliards au titre des actions (autres que les réinvestissements de bénéfices (R.B.)), de 96,1 milliards de réinvestissements de bénéfices et de 68,9 milliards d'instruments de dettes.

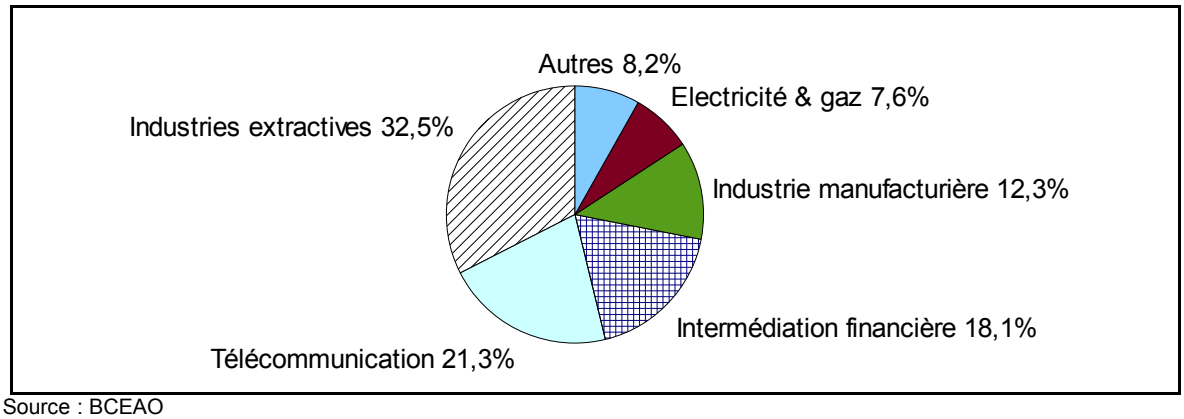
Graphique 4 : Répartition des IDE entrants selon ses composantes



Source : BCEAO

Les principaux secteurs d'activités, bénéficiaires nets, de ces entrées de fonds sont les industries extractives, avec 32,5% des entrées de fonds, les télécommunications (*21,3%), l'intermédiation financière (18,1% des entrées de capitaux), l'industrie manufacturière* (12,3% des ressources reçues) et la produ*ction et distribution d'électricité, gaz* (7,6% des entrées de capitaux).

Graphique 5 : Principaux secteurs d'activité bénéficiaires des IDE en 2015



Source : BCEAO

Les principaux pourvoyeurs des fonds sont :

- la Belgique, avec 59,8 milliards (20,5% des fonds) investis dans le secteur des télécommunications et de l'industrie ;
- la France, avec 58,5 milliards (20,0% des ressources) investis majoritairement dans l'exploitation minière, l'industrie manufacturière, l'intermédiation financière, le transport, le commerce de gros et de détail ainsi que la construction ;
- le Canada, avec 35,8 milliards (12,2% des capitaux) entièrement injectés dans les industries extractives ;
- le Maroc, avec 32,1 milliards (11,0% des ressources), placés principalement dans l'industrie manufacturière ainsi que l'intermédiation financière, assurance et retraite ;
- les Pays-Bas, avec 20,4 milliards (7,0% des placements) investis essentiellement dans la production et distribution d'électricité et de gaz, le commerce de gros et de détail et le transport.

III.2- Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille se sont soldés par un accroissement net des passifs financiers de 574,2 milliards après 462,8 milliards l'année précédente. Cette progression des engagements est impulsée principalement par les titres émis par le Trésor public ivoirien (587,3 milliards), dont une deuxième émission d'eurobonds en 2015 après celle de l'année 2014.

En particulier, les transactions sur les bons du Trésor public se sont soldées par une réduction nette des engagements financiers de 60,3 milliards. Les nouvelles souscriptions se sont établies à 70,5 milliards. Quant aux amortissements, ils sont ressortis à 130,7 milliards en 2015.

Pour ce qui est des transactions sur les titres longs, notamment les obligations du Trésor public et les emprunts obligataires, elles se sont caractérisées par une augmentation nette des passifs financiers de 647,5 milliards, après 533,5 milliards un an plus tôt. Les nouvelles souscriptions sont ressorties à 754,7 milliards, après 637,4 milliards en 2014. Concernant les amortissements, ils se sont établis à 107,2 milliards, après 103,8 milliards l'année précédente.

III.3- Dérivés financiers

Aucune transaction de cette catégorie n'a été enregistrée en 2015.

III.4- Autres investissements

Les flux nets au titre des autres investissements sont ressortis à +607,7 milliards, après +761,6 milliards en 2014.

Les numéraires et dépôts se sont caractérisés par une acquisition nette d'actifs de 242,5 milliards, après 350,4 milliards un an plus tôt, sous l'impulsion principalement des dépôts des autres secteurs.

S'agissant des prêts, ils ont affiché un solde négatif de 362,3 milliards en 2015, résultant d'une acquisition nette d'actifs financiers de 44,7 milliards et d'une hausse nette des passifs financiers de 407,0 milliards. Cette augmentation des engagements financiers est le résultat des tirages sur ressources extérieures effectués par l'Administration Publique et des financements à long terme obtenus par des entreprises opérant dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de la construction et des industries extractives.

En particulier, les flux de passifs financiers concernant la Banque Centrale et l'Administration publique ont évolué comme suit :

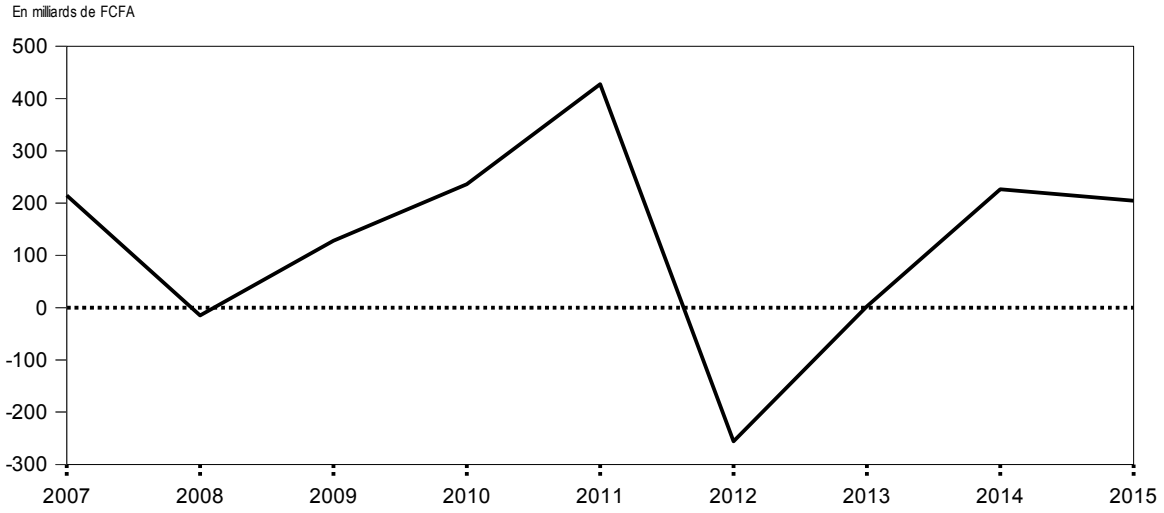
- la Banque Centrale : 45,8 milliards d'augmentation nette des dettes au titre des *crédits et prêts du FMI autres que les réserves* en 2015 après 80,0 milliards en 2014 ;

- l'Administration Publique : 191,7 milliards d'accroissement net des dettes à long terme en 2015, après 106,4 milliards d'augmentation nette des mêmes passifs en 2014.

IV- CAPITAUX MONETAIRES

En 2015, présentée selon l'optique analytique de la BCEAO, l'évolution des transactions économiques s'est traduite par une consolidation de 204,3 milliards des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après une hausse de 226,2 milliards en 2014.

Graphique 6 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets



Source : BCEAO

IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont établis à 1.790,7 milliards en 2015, après 1.558,9 milliards l'année d'avant, soit un raffermissement de 231,7 milliards.

Les avoirs extérieurs bruts se sont consolidés de 396,8 milliards, sous l'impulsion des autres créances.

Quant aux engagements extérieurs bruts, ils ont augmenté de 165,1 milliards. Cette évolution résulte de l'accroissement de toutes les composantes, à savoir les recours aux crédits du FMI (+86,4 milliards), les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères (+59,7 milliards), et les autres engagements (+19,0 milliards).

Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

(En milliards de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
Avoirs	**2 208,4**	**1 951,5**	**2 010,2**	**2 448,5**	**2 845,3**
- Position de réserve	21,1	-0,9	-7,2	16,6	13,8
- DTS détenus	212,4	208,6	199,9	213,5	195,1
- Autres créances	1 974,9	1 743,7	1 817,4	2 218,4	2 636,4
Engagements*	**564,3**	**654,9**	**710,5**	**889,5**	**1 054,6**
- Recours aux crédits du Fonds	310,8	391,8	447,0	562,8	649,2
- Banque et institutions étrangères	3,1	18,0	23,9	73,7	133,4
- Autres engagements	250,4	245,1	239,6	253,1	272,1
Avoirs extérieurs nets	**1 644,1**	**1 296,6**	**1 299,7**	**1 558,9**	**1 790,7**

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

IV.2- Avoirs et engagements des banques

La position extérieure des banques est ressortie créditrice à 198,3 milliards, après 225,8 milliards en 2014, soit un reflux de 27,5 milliards.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(En milliards de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
Avoirs	**423,9**	**641,8**	**646,8**	**783,3**	**868,1**
- Banques	423,9	641,8	646,8	783,3	868,1
Engagements	**255,1**	**382,4**	**388,0**	**557,5**	**669,8**
- Banques	255,1	382,4	388,0	557,5	669,8
Position monétaire extérieure*	**168,9**	**259,4**	**258,8**	**225,8**	**198,3**

Source : BCEAO

* Un signe négatif traduit une position extérieure débitrice, un signe positif traduit une position extérieure créditrice

IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

Les transactions économiques et financières ont eu globalement un effet bénéfique sur les avoirs extérieurs nets du système bancaire qui se sont améliorés de 204,3 milliards, après une hausse de 226,2 milliards en 2014.

Tableau 19 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

(En milliards de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	135,3	90,5	-0,6	-33,0	-27,5
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	292,2	-347,5	3,2	259,2	231,7
TOTAL	**427,5**	**-257,0**	**2,6**	**226,2**	**204,3**

Source : BCEAO

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au 31 décembre 2015, l'ensemble des avoirs de la Côte d'Ivoire s'est élevé à 12.562,7 milliards et les engagements à 11.224,2 milliards. Ainsi, la position extérieure globale a enregistré un solde positif de 1.338,5 milliards, après 1.384,5 milliards en 2014.

Les principales composantes des avoirs sont :

- les autres investissements d'un montant de 9.322,3 milliards dont 4.057,9 milliards au titre de la monnaie fiduciaire et des dépôts (avoirs en monnaies étrangères et avoirs en comptes à l'étranger) et 3.928,4 milliards au titre des crédits commerciaux ;

- les réserves officielles de change (avoirs extérieurs bruts de la BCEAO), qui se sont établies à 2.837,2 milliards, après 2.440,4 milliards un an plus tôt.

Quant aux engagements, ils ont pour principales composantes les investissements directs et les emprunts dont les stocks sont ressortis respectivement à 4.107,8 milliards (après 3.815,5 milliards en 2014) et 4.124,6 milliards (après 3.677,1 milliards en 2014).

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements s'est consolidé en 2015, avec un excédent de 248,5 milliards, après un résultat positif de 273,8 milliards en 2014.

En particulier, les transactions courantes ont enregistré un déficit, en liaison avec les déficits des services, du revenu primaire et du revenu secondaire, qui ont contrebalancé l'excédent de la balance des biens.

Le solde déficitaire des services s'est creusé, en relation avec l'accroissement des paiements au titre du fret, la consommation de services de bâtiments et travaux publics et une forte demande en divers services spécialisés dans les domaines des industries extractives.

De même, le déficit du compte du revenu primaire s'est aggravé, du fait principalement de la hausse des paiements de revenus d'investissements, consécutifs à l'augmentation des passifs financiers des entreprises vis-à-vis de l'étranger.

S'agissant du revenu secondaire, son déficit s'est également creusé du fait de la baisse des aides budgétaires reçues par l'Administration Publique et de la progression des transferts de fonds des travailleurs migrants émis.

Pour ce qui est du solde positif du compte de capital, il s'est amélioré, en liaison avec l'augmentation des dons obtenus par le secteur privé.

Le compte financier a retrouvé un solde négatif. Il est caractérisé par une hausse des passifs vis-à-vis de l'étranger au titre des investissements directs et des investissements de portefeuille de l'Administration Publique.

Au total, l'incidence des transactions économiques et financières a été globalement significative sur les avoirs extérieurs nets du système bancaire. La mise en œuvre de mesures susceptibles de renforcer le dispositif de rapatriement des recettes d'exportation, d'attirer davantage d'investissements directs étrangers, de dynamiser le tourisme et de réduire les déficits structurels des services, des revenus primaires et secondaires permettrait d'enregistrer de meilleurs résultats et contribuerait à réduire la vulnérabilité des comptes extérieurs.

APPENDICE CONCERNANT QUELQUES TRAITEMENTS ET AJUSTEMENTS OPERES SUR LES DONNEES DU COMMERCE GENERAL DOUANE

a) Ajustement de champ couvert

Il vise à corriger certaines distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades).

Par ailleurs, il est procédé, sous cette rubrique, à l'estimation du commerce frontalier ainsi qu'à la prise en compte du commerce frauduleux. Ces traitements sont retracés ci-après :

Point des principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales

Transactions sur marchandises générales	Observations
Biens achetés dans les ports et les aéroports par les transporteurs	A inclure
Biens qui pénètrent dans le territoire économique ou le quittent en dehors du circuit formel (avec transfert de propriété)	A inclure
Biens perdus ou détruits après transferts de propriété mais avant de franchir la frontière	A inclure
Biens acquis auprès d'autres économies pour être transformés à l'étranger	A inclure
Biens vendus à l'étranger après avoir été transformés dans d'autres économies	A inclure
Biens dans les entrepôts de douane ou autres zones (avec transfert de propriété)	A inclure
Effets personnels des migrants	A déduire
Biens expédiés aux ambassades, bases militaires, etc. par les autorités du pays d'origine ou vice-versa	A déduire
Biens importés pour des projets de construction par des entreprises non résidentes	A déduire
Biens destinés à être réparés ou entreposés sans transferts de propriété	A déduire
Biens expédiés à l'étranger pour transformation ou retournés après avoir été transformés sans transfert de propriété	A déduire
Biens retournés (cas d'annulation du transfert de propriété)	A déduire
Echantillons sans valeur commerciale (pratiques courantes chez les sociétés minières, notamment en phase d'exploration)	A déduire
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	A déduire
Or non monétaire	A déduire

b) Ajustement de valeur

Au niveau du commerce général, les importations sont en valeur CAF. L'ajustement de valeur opéré consiste à scinder le montant des importations CAF en deux parties distinctes : d'une part, le montant FOB payé pour les marchandises proprement dites et, d'autre part, le montant supporté au titre de l'assurance et du transport desdites marchandises. Le montant des importations FOB est imputé dans le compte des biens, tandis que les charges d'assurance et de fret sont reversées dans les services.

ANNEXES

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

Annexe 1.6 : Compte de biens

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette

Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques

Annexe 2.3 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

Annexe 2.4 : Composition des exportations

Annexe 2.5 : Composition des importations

Annexe 2.6 : Exportations de services

Annexe 2.7 : Importations de services

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2015 à partir des statistiques officielles

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2015

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2015

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2015

Annexe 2.16 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2015

Annexe 2.17 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire au titre de l'année 2014, optique FMI résumé

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	**7 796 176**	**7 915 229**	**-119 054**
Biens et services	**7 390 982**	**6 710 810**	**680 172**
Biens	**6 938 016**	**5 063 986**	**1 874 030**
Marchandises générales	6 490 938	5 063 986	1 426 952
Dont : Réexportations	65	0	65
Exportations nettes dans le cadre du négoce	125	0	125
Or non monétaire	446 953	0	446 953
Services	**452 966**	**1 646 824**	**-1 193 858**
Transport	97 585	969 776	-872 191
Dont : Fret	63 895	839 673	-775 779
Voyage	93 181	211 228	-118 047
Autres services	262 200	465 820	-203 620
Revenus primaires	**133 507**	**729 007**	**-595 500**
Revenus des salariés	98 968	15 121	83 846
Revenus des investissements	27 214	713 201	-685 987
Autres revenus primaires	7 325	684	6 641
Revenus secondaires	**271 687**	**475 413**	**-203 726**
Administrations publiques	154 020	55 900	98 120
Aides budgétaires	154 020	55 883	98 137
Autres secteurs	117 667	419 513	-301 845
Dont : Envois de fonds des travailleurs	99 905	369 030	-269 125
Compte de capital	**156 408**	**0**	**156 408**
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	5	0	5
Transfert en capital	156 403	0	156 403
Administrations publiques	128 600	0	128 600
Remises de dettes	0	0	0
Autres secteurs	27 803	0	27 803
Compte financier	**1 189 393**	**1 191 143**	**-1 750**
Investissements directs	8 518	292 300	-283 782
Investissements de portefeuille	13 055	587 246	-574 191
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	783 527	311 597	471 930
Avoirs de réserves	384 293	0	384 293
Erreurs et omissions nettes	**-6 763 190**	**-6 724 086**	**-39 104**

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	**7 796 176**	**7 915 229**	**-119 054**
Biens et services	**7 390 982**	**6 710 810**	**680 172**
Biens	**6 938 016**	**5 063 986**	**1 874 030**
Marchandises générales	6 490 938	5 063 986	1 426 952
Dont : Réexportations	65	0	65
Exportations nettes dans le cadre du négoce	125	0	125
Or non monétaire	446 953	0	446 953
Services	**452 966**	**1 646 824**	**-1 193 858**
Transport	97 585	969 776	-872 191
Dont : Fret	63 895	839 673	-775 779
Voyage	93 181	211 228	-118 047
Autres services	262 200	465 820	-203 620
Revenus primaires	**133 507**	**729 007**	**-595 500**
Revenus des salariés	98 968	15 121	83 846
Revenus des investissements	27 214	713 201	-685 987
Autres revenus primaires	7 325	684	6 641
Revenus secondaires	**271 687**	**475 413**	**-203 726**
Administratons publiques	154 020	55 900	98 120
Aides budgétaires	154 020	55 883	98 137
Autres secteurs	117 667	419 513	-301 845
Dont : Envois de fonds des travailleurs	99 905	369 030	-269 125
Compte de capital	**156 408**	**0**	**156 408**
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	5	0	5
Transfert en capital	156 403	0	156 403
Administratons publiques	128 600	0	128 600
Remises de dettes	0	0	0
Autres secteurs	27 803	0	27 803
Compte financier	**720 305**	**970 594**	**-250 288**
Investissements directs	8 518	292 300	-283 782
Investissements de portefeuille	13 055	587 246	-574 191
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	698 732	91 047	607 684
Administration publique	17 200	191 700	-174 500
Autres secteurs	681 532	-100 653	782 184
Erreurs et omissions nettes	**-6 763 190**	**-6 724 086**	**-39 104**
Solde global	**469 088**	**220 549**	**248 539**
Avoirs et engagements extérieurs	**-469 088**	**-220 549**	**-248 539**
Banque centrale	-384 293	-108 300	-275 993
Autres institutions de dépôts	-84 795	-112 249	27 454

Source : BCEAO

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Compte des transactions courantes	**1 256 449**	**-163 651**	**-208 846**	**252 169**	**-119 054**
Biens et services	**1 974 373**	**572 101**	**453 375**	**846 936**	**680 172**
Biens	**2 816 344**	**1 565 638**	**1 479 221**	**1 914 833**	**1 874 030**
Marchandises générales	2 548 306	1 234 740	1 193 526	1 567 103	1 426 952
Dont : Réexportations	647	217	5 900	634	65
Exportations nettes dans le cadre du négoce	-3 432	4 003	1 543	124	125
Or non monétaire	271 470	326 895	284 153	347 605	446 953
Services	**-841 970**	**-993 537**	**-1 025 846**	**-1 067 896**	**-1 193 858**
Transport	-614 560	-807 490	-788 747	-800 849	-872 191
Dont : Fret	-560 627	-709 572	-694 453	-692 706	-775 779
Voyage	-94 054	-97 974	-98 936	-107 463	-118 047
Autres services	-133 355	-88 074	-138 163	-159 585	-203 620
Revenus primaires	**-466 348**	**-469 922**	**-445 134**	**-449 328**	**-595 500**
Revenus des salariés	80 747	81 651	82 794	83 022	83 846
Revenus des investissements	-546 820	-553 929	-528 037	-538 728	-685 987
Autres revenus primaires	-275	2 355	109	6 378	6 641
Revenus secondaires	**-251 577**	**-265 830**	**-217 087**	**-145 439**	**-203 726**
Administrations publiques	-13 862	-22 133	64 633	124 164	98 120
Dont Aides budgétaires reçues	11 000	29 678	105 393	167 074	154 020
Autres secteurs	-237 715	-243 696	-281 720	-269 603	-301 845
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-236 939	-248 786	-256 402	-260 603	-269 125
Compte de capital	**72 973**	**4 141 121**	**94 771**	**138 570**	**156 408**
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.	-87	-453	-1 563	1 269	5
Transfert en capital	72 861	4 141 574	96 333	137 301	156 403
Administratons publiques	72 861	4 141 564	96 333	137 282	128 600
Remises de dettes	51 000	4 090 034	0	0	0
Autres secteurs	0	10	0	19	27 803
Compte financier	**879 731**	**4 202 136**	**-79 976**	**89 889**	**-250 288**
Investissements directs	-135 098	-161 313	-204 471	-208 928	-283 782
Investissements de portefeuille	-49 582	-72 649	-86 147	-462 819	-574 191
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	1 064 411	4 436 098	210 642	761 636	607 684
Administration publique	-413 732	3 973 290	-190 731	-95 476	-174 500
Autres secteurs	1 478 143	462 808	401 373	857 112	782 184
Erreurs et omissions nettes	**-21 034**	**-39 063**	**36 695**	**-27 041**	**-39 104**
Solde global	**428 657**	**-263 500**	**2 595**	**273 808**	**248 539**
Avoirs et engagements extérieurs	**-428 657**	**263 500**	**-2 595**	**-273 808**	**-248 539**
Banque centrale	-299 438	354 983	-3 184	-295 792	-275 993
Autres institutions de dépôts	-129 219	-91 483	589	21 984	27 454

Source : BCEAO

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Biens et services	1 974 373	572 101	453 375	846 936	680 172
Biens	2 816 344	1 565 638	1 479 221	1 914 833	1 874 030
Services	-841 970	-993 537	-1 025 846	-1 067 896	-1 193 858
Revenus primaires	-466 348	-469 922	-445 134	-449 328	-595 500
Revenus secondaires	-251 577	-265 830	-217 087	-145 439	-203 726
Solde du compte courant	**1 256 449**	**-163 651**	**-208 846**	**252 169**	**-119 054**
Solde du compte courant (hors dons)	**1 245 449**	**-193 329**	**-314 057**	**85 179**	**-272 654**
PIB Nominal	**11 976 725**	**13 804 940**	**15 445 759**	**16 890 904**	**18 774 543**
Solde courant (en pourcentage du PIB)	**10,5%**	**-1,2%**	**-1,4%**	**1,5%**	**-0,6%**

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens et services	6 441 816	6 692 101	6 414 786	6 857 748	7 390 982
Importations de biens et services	4 467 443	6 120 000	5 961 411	6 010 811	6 710 810
Balance commerciale de biens et services	**1 974 373**	**572 101**	**453 375**	**846 936**	**680 172**
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	**144,2%**	**109,3%**	**107,6%**	**114,1%**	**110,1%**
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	**45,5%**	**46,4%**	**40,0%**	**38,0%**	**37,6%**

Source :BCEAO

Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens	5 962 063	6 189 352	5 952 852	6 411 331	6 938 016
Importations de biens	3 145 720	4 623 714	4 473 631	4 496 498	5 063 986
Balance commerciale de biens	**2 816 344**	**1 565 638**	**1 479 221**	**1 914 833**	**1 874 030**
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	**189,5%**	**133,9%**	**133,1%**	**142,6%**	**137,0%**
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	**38,0%**	**39,2%**	**33,8%**	**32,3%**	**32,0%**

Source : BCEAO

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	5 694 025	5 858 453	5 667 157	6 063 601	6 490 938
Dont réexportations	647	217	5 900	634	65
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	-3 432	4 003	1 543	124	125
Or non monétaire	271 470	326 896	284 153	347 605	446 953
Total exportations de biens	**5 962 063**	**6 189 352**	**5 952 852**	**6 411 331**	**6 938 016**

Source : BCEAO

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Cacao	1 969 364,1	1 722 146,4	1 931 831,2	2 288 615,1	3 030 877,1
dont cacao en fèves	*1 428 858,3*	*1 185 541,8*	*1 322 205,6*	*1 505 896,4*	*2 099 744,4*
dont cacao transformé	*540 505,8*	*536 604,5*	*609 625,6*	*782 718,7*	*931 132,8*
Produits pétroliers	1 740 375,9	2 003 732,0	1 693 420,9	1 544 072,9	1 120 758,2
dont pétrole brut	*618 452,1*	*640 233,2*	*473 549,6*	*322 460,8*	*322 172,4*
dont produits pétroliers	*1 121 923,8*	*1 363 498,8*	*1 219 871,2*	*1 221 612,1*	*798 585,8*
Noix de cajou	124 335,8	167 252,3	157 984,8	391 841,5	427 352,5
Or non monétaire	271 470,0	326 895,4	284 152,5	347 605,0	446 952,6
Caoutchouc	538 983,1	412 802,1	376 764,6	302 678,3	298 762,9
Divers	1 317 534,3	1 556 523,7	1 508 698,2	1 536 517,8	1 722 433,3
Total exportations de biens	**5 797 514,6**	**6 038 208,9**	**5 968 990,5**	**6 472 648,1**	**7 047 136,7**

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
EUROPE	**2 223 732**	**2 316 762**	**2 506 382**	**2 628 951**	**3 386 207**
UNION EUROPEENNE	***2 061 793***	***2 058 379***	***2 300 065***	***2 301 412***	***2 959 961***
ZONE EURO	***1 995 355***	***1 914 449***	***2 176 408***	***2 084 510***	***2 694 777***
France	357 764	307 813	454 395	432 477	450 090
Allemagne	388 894	418 369	397 771	270 827	426 461
Italie	166 414	151 267	144 570	185 146	169 255
Pays-Bas	631 538	490 321	575 599	641 631	843 617
Belgique	172 541	221 538	265 446	281 156	459 197
AUTRES PAYS DE L'UE	***66 438***	***143 930***	***462 285***	***216 902***	***265 184***
Royaume-Uni	60 172	132 932	123 658	114 547	171 272
AUTRES PAYS D'EUROPE	***161 940***	***258 383***	***206 317***	***327 539***	***426 246***
Suisse	78 433	138 101	125 660	202 410	271 759
Russie	2 827	1 104	1 529	1 521	1 539
AFRIQUE	**2 005 323**	**2 305 399**	**2 104 237**	**2 036 955**	**1 953 113**
UEMOA	***575 775***	***756 829***	***718 771***	***834 152***	***902 200***
Bénin	64 509	92 892	36 106	35 711	39 361
Burkina	199 451	285 225	324 632	359 203	316 303
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	360	332	170	453	400
Mali	115 511	151 533	185 838	206 213	288 153
Niger	22 295	32 544	27 457	42 689	45 206
Sénégal	88 500	111 909	66 703	74 605	70 038
Togo	85 149	82 395	77 865	115 278	142 739
CEDEAO (hors UEMOA)	***956 258***	***999 908***	***809 866***	***703 463***	***619 780***
Nigeria	634 630	628 452	530 025	369 727	279 855
Ghana	157 432	224 602	178 947	231 431	272 598
CEMAC	***107 072***	***176 299***	***216 524***	***169 885***	***123 928***
Cameroun	13 239	68 739	79 197	67 139	48 412
Gabon	7 862	19 811	34 924	9 613	12 398
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	***366 217***	***372 363***	***359 075***	***329 454***	***307 206***
Afrique du Sud	286 701	202 059	175 651	161 554	189 149
Maroc	7 244	9 014	9 366	10 309	6 406
Tunisie	5 113	5 911	11 192	4 207	2 951
Algérie	17 339	57 604	63 581	43 317	45 812
Libye	33	302	322	68	7
Egypte	1 233	2 153	1 160	2 172	3 360
AMERIQUE	**1 031 179**	**786 320**	**737 346**	**805 389**	**747 276**
USA	624 351	449 366	469 289	538 629	568 692
Canada	300 269	235 052	211 046	176 122	76 685
Brésil	61 987	64 547	15 351	28 716	35 923
ASIE	**478 195**	**551 493**	**554 070**	**909 104**	**889 832**
Chine	54 973	55 515	75 316	70 836	56 245
Japon	1 417	4 911	3 094	4 062	3 407
Inde	133 033	183 320	125 429	262 947	292 966
Pakistan	1 694	452	1 550	1 385	22 778
Emirats arabes unis	3 358	5 708	4 060	6 416	8 859
Thailande	4 963	4 377	7 509	7 549	7 157
Autres pays	**59 086**	**78 234**	**66 956**	**92 249**	**70 709**
TOTAL	**5 797 515**	**6 038 209**	**5 968 990**	**6 472 648**	**7 047 137**

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.10 : Evolution des importations (FOB) de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	3 145 720	4 623 713	4 473 631	4 496 498	5 063 986
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Négoce	0	0	0	0	0
Total importations (FOB) de biens	**3 145 720**	**4 623 714**	**4 473 631**	**4 496 498**	**5 063 986**
Importations de biens / PIB nominal	**26,3%**	**33,5%**	**28,9%**	**26,6%**	**27,0%**

Source : BCEAO

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Produits alimentaires	782 155	1 010 130	892 538	900 389	1 107 417
Autres biens de consommation courante	679 018	907 856	923 749	1 186 597	1 181 489
Produits énergétiques	1 274 074	1 962 237	1 824 378	1 676 283	1 253 862
dont pétrole brut	825 924	1 404 571	1 444 917	1 292 625	897 472
dont produits pétroliers	448 150	557 667	379 461	383 659	356 389
Matières premières et biens intermédiaires	452 997	666 497	751 963	832 211	1 041 273
Biens d'équipement	407 388	757 870	820 913	876 200	1 186 528
Total importations de biens CAF (statistiques douanes hors biens exceptionnels)	**3 595 632**	**5 304 590**	**5 213 540**	**1 285 767**	**5 770 569**
Total importations de biens CAF ajustées	**3 735 857**	**5 442 384**	**5 270 832**	**5 292 119**	**5 957 630**
Total importations de biens FOB	**3 145 720**	**4 623 714**	**4 473 631**	**4 496 498**	**5 063 986**

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
EUROPE	**1 146 119**	**1 717 689**	**1 614 252**	**1 749 499**	**2 062 405**
UNION EUROPEENNE	***1 035 625***	***1 574 911***	***1 558 218***	***1 605 237***	***1 892 528***
ZONE EURO	***970 653***	***1 343 478***	***1 389 533***	***1 419 740***	***1 675 038***
France	395 351	689 414	676 696	679 233	780 071
Allemagne	86 397	122 872	134 029	173 042	150 976
Italie	98 482	103 248	91 892	119 420	226 600
Pays-Bas	92 539	129 690	182 508	162 147	161 911
Belgique	38 901	83 135	102 698	81 229	105 016
AUTRES PAYS DE L'UE	***64 972***	***231 433***	***168 685***	***185 498***	***217 490***
Royaume-Uni	41 771	193 114	93 935	108 539	143 926
AUTRES PAYS D'EUROPE	***110 494***	***142 778***	***56 033***	***144 261***	***169 877***
Suisse	22 835	19 092	20 833	18 337	22 096
Russie	20 506	13 057	23 256	40 491	28 613
AFRIQUE	**1 132 687**	**1 768 714**	**1 885 599**	**1 672 028**	**1 337 527**
UEMOA	***107 409***	***128 105***	***98 660***	***92 218***	***104 858***
Bénin	36 703	9 494	6 492	6 064	5 007
Burkina	1 910	17 010	16 017	7 970	3 972
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	724	320	2 525	0	1 612
Mali	180	5 770	3 972	3 052	1 907
Niger	429	1 907	886	2 478	3 302
Sénégal	39 484	49 867	53 270	46 831	77 430
Togo	27 980	43 736	15 497	25 824	11 627
CEDEAO (hors UEMOA)	***789 233***	***1 375 686***	***1 510 537***	***1 245 682***	***889 522***
Nigeria	747 611	1 299 527	1 426 115	1 203 016	854 671
Ghana	13 892	57 946	59 674	41 696	32 078
CEMAC	***36 838***	***38 366***	***49 167***	***42 086***	***28 343***
Cameroun	1 057	1 766	2 134	10 615	4 470
Gabon	2 819	240	1 133	645	1 185
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	***199 208***	***226 558***	***227 235***	***292 042***	***314 804***
Afrique du Sud	40 560	64 620	55 888	68 448	62 456
Maroc	29 849	41 629	75 572	83 272	121 832
Tunisie	13 800	17 072	17 152	26 322	25 849
Algérie	5 066	5 261	390	4 596	7 301
Libye	11	2 128	135	1 046	2 506
Egypte	11 102	17 064	20 863	19 293	27 030
AMERIQUE	**357 190**	**566 546**	**387 392**	**442 845**	**433 415**
USA	142 962	179 042	203 055	220 318	249 379
Canada	9 701	15 729	13 199	14 956	14 552
Brésil	41 869	44 981	39 376	35 507	24 923
ASIE	**868 904**	**1 226 860**	**1 192 396**	**1 451 408**	**1 716 275**
Chine	220 979	370 908	419 875	486 797	729 457
Japon	65 800	97 661	97 664	96 411	128 654
Inde	85 041	199 681	159 753	270 199	217 694
Pakistan	43 961	14 587	16 738	17 665	36 846
Emirats arabes unis	10 276	17 951	22 585	24 842	28 655
Thailande	164 330	149 032	129 463	118 936	136 113
Autres pays	**90 732**	**24 782**	**133 902**	**155 900**	**220 947**
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	**3 595 632**	**5 304 590**	**5 213 540**	**5 471 680**	**5 770 569**

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Transport	-614 560	-807 490	-788 747	-800 849	-872 191
Dont fret	-560 627	-709 572	-694 453	-692 706	-775 779
Voyage	-94 054	-97 974	-98 936	-107 463	-118 047
Autres services	**-133 355**	**-88 074**	**-138 163**	**-159 585**	**-203 620**
Total services nets	**-841 970**	**-993 537**	**-1 025 846**	**-1 067 896**	**-1 193 858**

Source : BCEAO

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Rémunérations des salariés	80 747	81 651	82 794	83 022	83 846
Revenus des investissements	-546 820	-553 929	-528 037	-538 728	-685 987
Dont intérêts sur la dette publique	-129 680	-153 350	-99 130	-94 150	-152 240
Autres revenus primaires	-275	2 355	109	6 378	6 641
Revenu primaire net	**-466 348**	**-469 922**	**-445 134**	**-449 328**	**-595 500**

Source : BCEAO

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Administration publique	-13 862	-22 133	64 633	124 164	98 120
Dont aide budgétaire reçue	11 000	29 678	105 393	167 074	154 020
Autres secteurs	-237 715	-243 696	-281 720	-269 603	-301 845
Dont envois de fonds des travailleurs	-236 939	-248 786	-256 402	-260 603	-269 125
Revenu secondaire net	**-251 577**	**-265 830**	**-217 087**	**-145 439**	**-203 726**

Source : BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-87	-453	-1 563	1 269	5
Transferts de capital	73 060	4 141 574	96 333	137 301	156 403
Administration publique	72 861	4 141 564	96 333	137 282	128 600
Dont remises de dettes	51 000	4 090 034	0	0	0
Autres secteurs	199	10	0	19	27 803
Solde du compte de capital	**72 973**	**4 141 121**	**94 771**	**138 570**	**156 408**

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Investissements directs	-135 098	-161 313	-204 471	-208 928	-283 782
Investissements de portefeuille	-49 582	-72 649	-86 147	-462 819	-574 191
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	1 064 411	4 436 098	210 642	761 636	607 684
Solde du compte du compte financier	**879 731**	**4 202 136**	**-79 976**	**89 889**	**-250 288**

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers reçus

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015
EUROPE	**37 705,1**	**101 465,7**	**125 069,1**	**153 446,2**
UNION EUROPEENNE	***33 571,7***	***87 487,1***	***117 015,2***	***154 150,4***
ZONE EURO	***35 568,5***	***90 044,5***	***109 314,6***	***141 435,9***
Allemagne	-199,2	-180,9	0,0	42,5
Belgique	23 994,7	1 323,6	987,0	59 825,8
France	9 270,8	50 188,3	89 200,8	58 546,4
Italie	-181,7	-700,0	344,5	1 495,5
Pays-Bas	-95,0	39 121,9	12 055,7	20 378,7
AUTRES PAYS DE L'UE	***-1 996,7***	***-2 557,4***	***7 700,6***	***12 714,5***
Royaume-Uni	-351,7	-2 944,0	7 813,3	13 302,3
AUTRES PAYS D'EUROPE	***4 133,3***	***13 978,6***	***8 054,0***	***12 714,5***
Suisse	4 132,9	13 964,1	6 868,0	13 302,3
Russie	0,0	0,0	1 186,0	-7 127,0
AFRIQUE	**64 768,0**	**103 580,9**	**64 441,8**	**59 215,4**
UEMOA	***-980,2***	***10 073,2***	***18 597,3***	***25 056,1***
Bénin	1,0	-1 144,0	289,0	7 339,2
Burkina	0,0	4 558,8	4 785,6	1 622,5
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	-981,1	-2 369,9	1 006,5	-4 729,5
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	-0,1	137,9	351,3	718,0
Togo	0,0	8 890,5	12 164,9	11 474,1
CEDEAO (hors UEMOA)	***1,0***	***52 366,2***	***1 778,5***	***-3 077,4***
Ghana	1,0	-16,9	377,2	-3 077,5
Nigeria	0,0	52 383,1	1 401,3	0,1
CEMAC	***44,9***	***-7 389,1***	***1 631,6***	***1 658,8***
Cameroun	39,9	-4 940,2	156,7	186,8
Gabon	5,0	-2 448,9	1 474,9	1 580,3
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	***65 702,2***	***48 530,6***	***42 434,4***	***35 577,8***
Afrique du Sud	70 777,5	4 209,2	4,3	6 982,0
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	32 403,2	16 329,7	2 667,9
Maroc	0,0	7 644,1	1 413,7	32 136,7
Tunisie	0,0	4 183,5	100,0	-931,0
AMERIQUE	**-1 328,8**	**-1 221,8**	**5 716,0**	**70 364,6**
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	0,0	0,0	52,2	35 778,0
USA	397,5	-865,9	1 453,0	11 217,6
ASIE	**80 330,9**	**-2 508,2**	**16 879,9**	**9 010,1**
Chine	227,0	0,0	-305,1	-736,0
Emirats arabes unis	0,0	-1 113,2	0,0	446,3
Inde	74 933,3	129,1	2 344,5	380,8
Japon	0,0	0,0	0,0	-1 609,4
Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0
Singapour	3 914,7	3 723,3	7 892,7	2 895,2
Thailande	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays	**-12 861,2**	**-7,0**	**4 829,3**	**365,9**
TOTAL	**168 614,0**	**201 309,6**	**216 936,1**	**292 036,3**

Source : BCEAO

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	**11 360 831**	**12 495**	**12 562 720**
Investissements directs	65 331		73 849
Investissements de portefeuille	316 341		329 396
Dérivés financiers	0		0
Autres investissements	8 538 781	0	9 322 308
Autres titres de participaton	58 085		58 085
Monnaie fiduciaire et dépôts	3 735 769		4 057 898
Prêts	313 379		358 048
Régime d'assurance, de pension et de garantie	20 233		15 186
Crédits commerciaux	3 506 782		3 928 377
Autres comptes à payer/à recevoir	904 533		904 714
Avoirs de réserves	2 440 378	12 495	2 837 166
Or monétaire			
Droits de tirage spéciaux	213 862	12 189	195 483
Position de réserve au FMI	16 604	306	4 890
Autres avoirs de réserve	2 209 913		2 636 793
Stocks de passifs financiers (B)	**9 976 295**	**56 772**	**11 224 209**
Investissements directs	3 815 478		4 107 779
Investissements de portefeuille	1 303 805		1 891 051
Dérivés financiers	0		0
Autres investissements	4 857 011	56 772	5 225 380
Autres titres de participation	0		0
Monnaie fiduciaire et dépôts	387 413		467 021
Prêts	3 677 101	40 556	4 124 615
Régime d'assurance, de pension et de garantie	25 501		25 501
Crédits commerciaux	289 801		74 865
Autres comptes à payer/à recevoir	233 830		273 798
Droits de tirage spéciaux	243 365	16 216	259 581
Position extérieure globale nette (A) - (B)	**1 384 537**	**-44 277**	**1 338 510**

Source : BCEAO

Annexe 2.1: Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

(En millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
Avoirs	**2 208 380**	**1 951 484**	**2 010 218**	**2 448 488**	**2 845 276**
- Position de réserve	21 056	-891	-7 150	16 604	13 762
- DTS détenus	212 382	208 637	199 932	213 502	195 123
- Autres créances	1 974 942	1 743 738	1 817 436	2 218 383	2 636 391
Engagements*	**564 328**	**654 923**	**710 474**	**889 540**	**1 054 612**
- Recours aux crédits du Fonds	310 819	391 757	446 958	562 821	649 196
- Banque et institutions étrangères	3 090	18 021	23 918	73 656	133 358
- Autres engagements	250 419	245 145	239 598	253 064	272 058
Avoirs extérieurs nets	**1 644 052**	**1 296 560**	**1 299 745**	**1 558 948**	**1 790 664**

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(En millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
Avoirs	**423 931**	**641 767**	**646 805**	**783 274**	**868 069**
- Banques	423 931	641 767	646 805	783 274	868 069
Engagements	**255 068**	**382 391**	**388 018**	**557 508**	**669 757**
- Banques	255 068	382 391	388 018	557 508	669 757
Position monétaire extérieure*	**168 863**	**259 376**	**258 787**	**225 766**	**198 312**

Source : BCEAO

* Un signe négatif traduit une position extérieure débitrice, un signe positif traduit une position extérieure créditrice

Annexe 2.3 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

(En millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	135 314	90 513	-589	-33 021	-27 454
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	292 183	-347 492	3 184	259 204	231 716
TOTAL	**427 497**	**-256 979**	**2 595**	**226 183**	**204 262**

Source : BCEAO

Annexe 2.4 : Composition des exportations (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

Types de produits	2011	2012	2013	2014	2015
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	3 216 068,1	3 095 713,5	3 024 275,5	3 264 972,0	3 976 586
part dans les exportations douanières	55,5%	51,3%	50,7%	50,4%	56,4%
Agriculutre, Elévage, Pêche	16 054,0	22 989,0	20 773,3	22 573,6	23 438
part dans les exportations douanières	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
part dans les produits primaires	*0,5%*	*0,7%*	*0,7%*	*0,7%*	*0,6%*
Agriculture Industrielle et d'Exportation	2 306 861,5	2 098 292,5	2 235 852,4	2 557 233,0	3 170 808
part dans les exportations douanières	39,8%	34,8%	37,5%	39,5%	45,0%
part dans les produits primaires	*71,7%*	*67,8%*	*73,9%*	*78,3%*	*79,7%*
Produits miniers	893 152,6	974 432,0	767 649,8	685 165,3	782 341
part dans les exportations douanières	15,4%	16,1%	12,9%	10,6%	11,1%
part dans les produits primaires	*27,8%*	*31,5%*	*25,4%*	*21,0%*	*19,7%*
Produits transformés	2 581 446,1	2 942 495,2	2 944 714,7	3 207 665,1	3 070 550
part dans les exportations douanières	44,5%	48,7%	49,3%	49,6%	43,6%
Produits de la première transformation	934 408,0	984 017,4	1 009 205,5	1 227 632,6	1 396 905
part dans les exportations douanières	16,1%	16,3%	16,9%	19,0%	19,8%
part dans les produits transformés	*36,2%*	*33,4%*	*34,3%*	*38,3%*	*45,5%*
Conserves et Préparation Alimentaires	179 137,1	195 586,8	192 598,1	183 600,5	194 986
part dans les exportations douanières	3,1%	3,2%	3,2%	2,8%	2,8%
part dans les produits transformés	*6,9%*	*6,6%*	*6,5%*	*5,7%*	*6,4%*
Produits manufacturés	1 467 901,0	1 762 891,0	1 742 911,0	1 796 432,0	1 478 660
part dans les exportations douanières	25,3%	29,2%	29,2%	27,8%	21,0%
part dans les produits transformés	*56,9%*	*59,9%*	*59,2%*	*56,0%*	*48,2%*
Total exportations commerce général Douanes	**5 797 514,2**	**6 038 208,7**	**5 968 990,2**	**6 472 637,1**	**7 047 137**

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.5 : Composition des importations (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

Types de produits	2011	2012	2013	2014	2015
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits alimentaires	**782 155**	**1 010 130**	**892 538**	**900 389**	**1 107 417**
part dans les importations	21,8%	19,0%	17,1%	16,5%	19,2%
Poissons	189 951,3	236 299,5	234 198,6	231 141,7	265 276
part dans les importations	5,3%	4,5%	4,5%	4,2%	4,6%
part dans les produits alimentaires	*24,3%*	*23,4%*	*26,2%*	*25,7%*	*24,0%*
Riz semi-blanchi	268 136,7	349 274,1	233 164,0	216 374,9	290 838
part dans les importations	7,5%	6,6%	4,5%	4,0%	5,0%
part dans les produits alimentaires	*34,3%*	*34,6%*	*26,1%*	*24,0%*	*26,3%*
Blé tendre	87 480,2	111 386,4	105 408,3	93 549,2	94 121
part dans les importations	2,4%	2,1%	2,0%	1,7%	1,6%
part dans les produits alimentaires	*11,2%*	*11,0%*	*11,8%*	*10,4%*	*8,5%*
Autres biens de consommation	**1 127 168,5**	**1 465 523,2**	**1 303 209,5**	**1 570 255,1**	**1 537 878,3**
part dans les importations	31,3%	27,6%	25,0%	28,7%	26,7%
Produits pétroliers	448 150,4	557 666,9	379 460,8	383 658,5	356 389
part dans les importations	12,5%	10,5%	7,3%	7,0%	6,2%
part dans les autres biens de consommation	*39,8%*	*38,1%*	*29,1%*	*24,4%*	*23,2%*
Produits pharmaceutiques	125 589,1	148 932,7	135 227,3	189 508,8	175 883
part dans les importations	3,5%	2,8%	2,6%	3,5%	3,0%
part dans les autres biens de consommation	*11,1%*	*10,2%*	*10,4%*	*12,1%*	*11,4%*
Plastiques	131 890,3	166 166,5	189 221,4	208 976,3	267 311
part dans les importations	3,7%	3,1%	3,6%	3,8%	4,6%
part dans les autres biens de consommation	*11,7%*	*11,3%*	*14,5%*	*13,3%*	*17,4%*
Biens intermédiaires	**1 278 920,6**	**2 071 067,7**	**2 196 879,6**	**2 124 835,9**	**1 938 746**
part dans les importations	35,6%	39,0%	42,1%	38,8%	33,6%
Pétrole brut	825 923,6	1 404 570,5	1 444 917,0	1 292 624,7	897 472
part dans les importations	23,0%	26,5%	27,7%	23,6%	15,6%
part dans les biens intermédiaires	*64,6%*	*67,8%*	*65,8%*	*60,8%*	*46,3%*
Produits chimiques	71 108,1	86 125,9	90 944,6	122 233,5	102 584
part dans les importations	2,0%	1,6%	1,7%	2,2%	1,8%
part dans les biens intermédiaires	*5,6%*	*4,2%*	*4,1%*	*5,8%*	*5,3%*
Fer, fonte et acier	102 112,3	184 108,0	211 871,6	269 391,9	391 851
part dans les importations	2,8%	3,5%	4,1%	4,9%	6,8%
part dans les biens intermédiaires	*8,0%*	*8,9%*	*9,6%*	*12,7%*	*20,2%*
Biens d'équipement	**407 388,0**	**757 870,0**	**820 913,0**	**876 200,0**	**1 186 528**
part dans les importations	11,3%	14,3%	15,7%	16,0%	20,6%
Machines mécaniques	180 110,3	342 842,8	394 585,2	406 694,8	524 141
part dans les importations	5,0%	6,5%	7,6%	7,4%	9,1%
part dans les biens d'équipement	*44,2%*	*45,2%*	*48,1%*	*46,4%*	*44,2%*
Matériel de transport routier	89 788,7	148 421,1	155 038,1	192 793,6	253 821
part dans les importations	2,5%	2,8%	3,0%	3,5%	4,4%
part dans les biens d'équipement	*22,0%*	*19,6%*	*18,9%*	*22,0%*	*21,4%*
Total importations CAF, commerce général douanes	**3 595 631,8**	**5 304 590,4**	**5 213 540,2**	**5 471 679,6**	**5 770 569**

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.6 : Exportations de services

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Transport	69 749	72 144	68 528	69 732	97 585
dont fret	3	68 165	62 935	63 134	63 895
Voyage	85 053	87 761	89 398	91 049	93 181
Autres services	**324 951**	**342 845**	**304 007**	**285 635**	**262 200**
Total services nets	**479 753**	**502 749**	**461 934**	**446 417**	**452 966**

Source : BCEAO

Annexe 2.7 : Importations de services

(En millions de FCFA)

Postes	2011	2012	2013	2014	2015
Transport	-684 309	-879 634	-857 275	-870 581	-969 776
dont fret	-560 630	-777 737	-757 388	-755 840	-839 673
Voyage	-179 107	-185 734	-188 334	-198 513	-211 228
Autres services	**-458 307**	**-430 918**	**-442 170**	**-445 220**	**-465 820**
Total services importés	**-1 321 723**	**-1 496 286**	**-1 487 780**	**-1 514 313**	**-1 646 824**

Source : BCEAO

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits

(en millions fcfa ,tonnes, mwh)

EXPORTATIONS	ANNEES									
	2011		2012		2013		2014		2015	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	**3 216 068**	**4 143 245**	**3 095 713**	**5 778 818**	**3 024 276**	**4 444 379**	**3 264 972**	**4 171 145**	**3 976 586**	**5 018 860**
Agriculture, Elevage, Pêche	**16 054**	**54 987**	**22 989**	**94 828**	**20 773**	**115 872**	**22 574**	**103 265**	**23 438**	**80 851**
Riz	7 247	28 796	6 907	27 144	6 885	34 479	8 720	39 875	4 600	20 558
Légumes et tubercules alimentaires	883	5 371	954	9 656	765	9 727	1 227	12 386	1 485	13 754
Pêche	2 553	2 395	6 592	5 240	4 232	3 580	1 476	1 498	4 039	4 774
Crustacés, mollusques	1 131	324	1 338	707	1 191	946	1 783	1 105	2 369	385
Mangues fraiches	3 756	11 603	5 681	18 879	5 869	18 999	7 833	23 967	8 900	27 644
Papayes fraiches	23	370	23	426	17	393	18	332	17	473
Autres fruits et produits de l'élévage	462	6 128	1 494	32 776	1 814	47 748	1 517	24 101	2 027	13 264
Dont Elevage et chasse	*4*	*1*	*13*	*1*	*5*	*389*	*104*	*24*	*40*	*4*
Céréales	*249*	*5 303*	*1 104*	*31 531*	*1 540*	*45 889*	*991*	*22 509*	*990*	*10 492*
Agriculture Industrielle et d'Exportation	**2 306 862**	**2 267 756**	**2 098 292**	**2 623 349**	**2 235 852**	**2 962 710**	**2 557 233**	**2 940 531**	**3 170 808**	**3 243 142**
Hors cacao	***878 003***	***1 194 474***	***912 751***	***1 611 717***	***913 647***	***1 850 154***	***1 051 337***	***1 823 531***	***1 071 064***	***1 957 154***
Café vert	**23 152**	**32 380**	**77 296**	**81 975**	**89 555**	**91 493**	**57 264**	**68 705**	**60 411**	**65 218**
Cacao fèves	**1 428 858**	**1 073 282**	**1 185 542**	**1 011 631**	**1 322 206**	**1 112 556**	**1 505 896**	**1 117 000**	**2 099 744**	**1 285 988**
Noix de cajou	124 336	278 320	167 252	409 814	157 985	443 863	391 841	532 219	427 352	659 124
Ananas frais	12 789	64 116	11 883	58 911	9 508	47 251	7 987	39 489	7 166	34 844
Banane	63 166	320 101	71 221	369 353	74 643	354 774	69 130	326 126	68 415	323 952
Cola	756	12 333	661	10 698	741	12 168	1 049	17 352	1 236	20 002
Coton en masse	65 003	70 169	113 712	115 594	134 178	151 355	159 599	182 774	139 198	182 533
Graines d'oléagineux	2 741	8 512	2 884	5 152	2 450	6 473	2 019	4 423	2 141	4 143
Graines de coton	1 529	28 135	4 834	93 858	8 789	124 890	8 384	129 238	5 616	97 440
Caoutchouc	538 983	234 728	412 802	269 034	376 765	318 756	302 678	364 967	299 997	416 516
Bois en grumes	12 793	113 338	14 501	157 143	21 026	257 674	10 418	110 375	11 417	101 230
Tabac	26 673	3 426	28 740	4 336	32 341	5 130	33 434	5 782	39 398	5 935
Coco	3 605	25 434	3 757	28 850	3 233	30 067	4 140	32 489	5 892	38 338
Autres	2 477	3 484	3 206	7 001	2 433	6 259	3 392	9 591	2 823	7 879
dont: Graines d'arachides	*83*	*66*	*516*	*2 210*	*596*	*2 448*	*270*	*3 023*	*221*	*1 756*
Graine de karité	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*126*	*547*
Produits miniers	**893 153**	**1 820 502**	**974 432**	**3 060 642**	**767 650**	**1 365 797**	**685 165**	**1 127 350**	**782 341**	**1 694 867**
Pétrole brut	618 452	1 759 107	640 233	1 590 326	473 550	1 234 287	322 461	887 857	322 172	1 458 755
Or	271 470	13	326 896	13	284 153	17	347 605	19	446 953	22
Autres perles, pierres précieuses	3 221	61 302	7 255	1 469 992	9 947	131 490	15 015	239 450	11 921	235 865
Diamant	0	0	0	0	0	0	50	0	1 255	1
Phosphate	10	80	48	311	1	3	34	23	40	222
PRODUITS TRANSFORMES	**2 581 446**	**4 382 630**	**2 942 495**	**4 863 895**	**2 944 715**	**4 667 163**	**3 207 665**	**4 997 319**	**3 070 550**	**4 332 943**
Produits de la première transformation	**934 408**	**1 036 204**	**984 017**	**1 149 529**	**1 009 206**	**1 174 084**	**1 227 633**	**1 366 715**	**1 396 905**	**1 131 564**
Cacao transformé	540 506	300 667	536 605	339 107	609 626	387 100	782 719	436 203	931 133	442 248
Café transformé	31 647	6 461	37 010	7 576	43 384	7 873	39 320	7 205	49 536	7 383
Poisson fumé	13	11	20	22	29	56	27	59	19	52
Huile de palme	125 105	254 038	138 819	277 781	97 055	240 523	103 565	246 522	91 863	228 210
Huile de coco	1 925	6 629	2 303	9 289	1 338	6 217	1 511	5 523	1 625	6 723
Amande de cajou	4 180	1 490	8 267	2 514	13 393	5 106	12 769	5 921	25 269	6 661
Bois transformé	84 285	245 936	91 538	281 487	82 039	239 864	100 764	320 157	92 860	229 070
Métaux communs	4 444	20 926	5 193	31 636	12 615	114 860	10 432	144 555	5 356	8 767
Ouvrages en métaux	7 136	2 713	7 710	3 423	7 336	3 070	7 617	2 339	9 960	2 285
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	33 528	94 024	41 389	89 221	34 332	66 024	35 634	72 675	39 145	63 850
Produits chimiques	23 011	37 607	19 774	30 452	16 006	26 543	17 533	26 796	16 926	27 256
Huiles essentielles et extraits végétaux	78 608	65 702	95 384	77 019	92 035	76 846	115 720	98 760	133 151	108 936
Perles, pierres gemmes	22	1	4	1	17	0	23	1	63	122
Conserves et Préparation Alimentaires	**179 137**	**228 894**	**195 587**	**288 085**	**192 598**	**271 896**	**183 601**	**262 964**	**194 986**	**217 242**
Conserves de thon	83 654	27 535	93 834	36 231	97 942	33 851	76 883	26 389	82 635	33 669
Lait et produits de la laiterie	3 646	3 909	2 128	3 035	1 109	2 414	4 767	5 987	8 738	9 405
Sucre	2 384	5 163	7 716	16 933	10 213	23 507	8 655	17 968	132	124
Sucreries	9 960	6 033	6 315	3 635	4 316	2 976	4 580	2 385	4 539	2 759
Jus d'ananas	715	1 779	280	720	627	1 438	768	1 672	568	1 356
Huile de palmiste	12 663	17 943	8 847	17 165	5 747	15 340	7 739	14 875	8 097	16 431
Préparations alimentaires diverses	24 968	21 960	24 977	20 978	19 253	18 054	26 183	21 725	26 378	21 438
Produits de la minoterie	11 485	57 995	18 456	93 614	16 101	75 593	12 646	68 735	11 470	65 569
Préparation à base de céréales	16 475	56 178	20 206	63 154	20 180	57 102	20 188	57 621	27 653	66 434
Autres conserves et préparations	13 188	30 402	12 827	32 619	17 110	41 622	21 191	45 605	24 776	56
Dont: Conserves d'ananas	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*37*	*37*
Boisson	*2 477*	*4 882*	*2 600*	*4 911*	*4 523*	*9 469*	*9 110*	*13 530*	*11 502*	*16 104*
Viandes et abats	*117*	*57*	*309*	*128*	*296*	*113*	*425*	*156*	*1 266*	*213*
Produits manufacturés	**1 467 901**	**3 117 531**	**1 762 891**	**3 426 282**	**1 742 911**	**3 221 183**	**1 796 432**	**3 367 640**	**1 478 660**	**2 984 138**
Electricité (f/mwh)	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*55 692*	*0*
Produits pétroliers	1 121 924	2 657 005	1 363 499	2 903 178	1 219 871	2 604 703	1 221 612	2 626 544	798 586	2 522 162
Savon	47 347	87 040	44 402	87 673	42 475	97 847	41 779	90 480	47 253	103 130
Ciment	6 990	98 887	5 887	78 354	7 337	101 512	14 002	194 011	2 364	32 414
Tissus en coton	12 769	1 536	13 704	1 657	15 082	2 435	17 068	2 512	18 061	1 926
Textiles et chaussures	34 145	37 652	56 802	53 920	60 793	63 984	62 999	64 939	68 374	68 163
Plastiques	53 198	57 647	68 732	72 643	78 803	80 549	82 026	82 777	103 416	103 688
Engrais	2 403	12 160	8 857	28 876	15 524	65 273	16 614	73 612	13 230	54 490
Papiers, cartons et produits de l'édition	25 029	32 684	21 380	26 830	28 799	38 878	48 936	41 564	32 132	44 614
Céramiques, verre et perles	443	1 377	385	2 757	386	2 226	656	2 842	401	3 529
Matériels pour voies ferrées	1 867	1 009	1 998	1 208	5 009	1 459	2 337	992	4 955	995
Véhicules automobiles	31 715	5 775	18 721	4 845	126 494	14 316	145 432	12 466	130 980	17 314
Appareils mécaniques et électriques	80 650	7 990	60 031	9 703	84 446	16 689	77 917	14 266	114 861	25 291
Appareils de navigation maritime et aérien	28 260	109	30 298	92	19 190	85	23 534	7 656	32 844	5 572
Appareils de précision et d'optique	484	36	9 173	310	8 189	389	3 859	206	11 845	697
Divers	20 679	116 624	59 023	154 234	30 513	130 839	37 662	152 774	43 667	153
Dont Armes et munitions	*791*	*26*	*0*	*0*	*342*	*43*	*2 983*	*35*	*6 283*	*216*
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	**5 797 515**	**8 525 875**	**6 038 209**	**10 642 714**	**5 968 990**	**9 111 542**	**6 472 637**	**9 168 465**	**7 047 137**	**9 351 803**
Hors cacao	4 368 656	7 452 593	4 855 464	9 640 773	5 834 950	8 147 793	5 246 780	8 088 366	4 947 392	8 065 815
Hors café/cacao	4 345 505	7 420 213	4 778 168	9 558 799	5 745 396	8 056 300	5 189 516	8 019 661	4 886 981	8 000 597
Hors produits traditionnels	4 267 708	7 236 706	4 649 954	9 286 062	5 590 191	7 647 271	5 019 499	7 726 513	4 736 367	7 716 834
Hors produits pétroliers	4 675 591	5 868 870	4 677 507	7 749 227	5 937 285	6 655 646	5 531 064	6 578 822	6 248 551	6 829 640
Hors pétrole et produits pétroliers	4 057 139	4 109 762	4 037 274	6 158 901	5 463 735	5 421 359	5 208 603	5 690 964	5 926 378	5 370 885
Hors pétrole et café/cacao	3 727 052	5 661 106	4 137 934	7 968 473	5 271 846	6 822 013	4 867 055	7 131 804	4 564 809	6 541 842
Hors produits pétroliers et café/cacao	3 223 581	4 763 208	3 414 669	6 655 621	4 525 524	5 451 597	3 967 904	5 393 117	4 088 396	5 478 435
Hors pétrole, produits pétroliers et café/cacao	2 605 129	3 004 100	2 774 436	5 065 295	4 051 975	4 217 310	3 645 443	4 505 260	3 766 223	4 019 679

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits

(en millions fcfa ,tonnes, mwh)

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2011		2012		2013		2014		2015	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	**1 909 323**	**4 097 779**	**2 475 653**	**5 143 088**	**2 195 748**	**4 469 406**	**2 470 644**	**4 710 302**	**2 645 295**	**3 052 159**
PRODUITS ALIMENTAIRES	**782 155**	**2 265 419**	**1 010 130**	**2 921 037**	**892 538**	**2 443 240**	**900 389**	**2 639 657**	**1 107 417**	**3 049 902**
Produits laitiers	32 815	20 547	48 400	36 297	42 516	26 647	43 936	24 761	**50 440**	**33 818**
Fruits et légumes frais	23 125	108 769	28 147	174 447	35 485	186 278	36 076	192 107	41 543	237 396
Viandes et abats comestibles	33 247	60 897	37 211	66 285	40 007	78 680	45 122	87 788	51 637	107 734
Viande, poissons en conserves	3 131	2 916	3 676	3 650	4 325	3 424	4 762	2 480	3 495	1 970
Poissons	189 951	336 204	236 300	341 058	234 199	344 354	231 142	370 144	265 276	437 388
Riz semi-blanchi	268 137	935 013	349 274	1 267 720	233 164	830 831	216 375	952 602	290 838	1 136 971
Blé tendre	87 480	453 980	111 386	561 432	105 408	540 329	93 549	540 055	94 121	534 040
Autres céréales	1 588	8 749	4 626	31 183	2 317	20 055	1 661	18 832	3 235	32 394
Farine	15 058	38 373	21 481	57 082	22 580	60 390	21 747	62 359	31 441	92 257
Graisses et huiles végétales ou animales	30 314	53 077	58 610	123 500	40 881	78 503	43 731	87 705	53 540	112 991
Sucre	8 040	23 378	3 265	5 804	7 731	21 149	4 308	10 283	4 785	11 697
Préparations alimentaires diverses	18 029	13 188	21 914	15 878	23 510	16 643	42 074	18 441	30 661	17 926
Boissons	28 883	58 029	35 631	67 026	38 563	68 311	43 882	77 249	44 208	80 111
Autres produits alimentaires	42 356	152 300	50 207	169 674	61 853	167 646	72 021	194 851	72 409	9 773
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	**1 127 169**	**1 832 360**	**1 465 523**	**2 222 051**	**1 303 209**	**2 026 166**	**1 570 255**	**2 070 644**	**1 537 878**	**2 256**
Vêtements	6 568	4 107	17 587	7 615	10 242	6 022	15 095	9 166	20 529	10 382
Produits pétroliers	448 150	1 022 652	557 667	1 190 865	379 461	814 528	383 659	849 887	356 389	998 252
Produits pharmaceutiques	125 589	9 131	148 933	10 752	135 227	10 154	189 509	12 393	175 883	12 932
Librairie	10 164	2 595	14 088	3 420	14 561	3 396	16 116	6 178	18 524	5 295
Plastiques	131 890	156 557	166 167	190 101	189 221	218 787	208 976	236 487	267 311	285 746
Caoutchouc	35 221	23 960	54 448	31 461	49 437	41 367	50 315	43 035	65 558	50 554
Automobiles	62 669	25 650	122 400	43 612	121 764	41 953	121 215	43 973	146 252	49 955
Appareil électroménagers	55 635	21 693	88 664	32 356	89 948	29 547	102 126	31 224	108 988	36 555
Produits divers des industries chimiques	45 178	34 536	67 868	56 725	72 485	51 492	98 406	65 041	113 226	69 403
Minerais, scories et cendres	12 216	406 596	12 341	457 935	14 647	606 855	10 911	527 274	10 002	441 760
Autres biens de consommation	137 530	117 477	162 304	191 365	156 288	193 496	308 974	238 058	255 216	295 260
BIENS INTERMEDIAIRES	**1 278 921**	**3 952 872**	**2 071 068**	**5 925 575**	**2 196 880**	**6 868 423**	**2 124 836**	**6 688 609**	**1 938 746**	**7 680 594**
Pétrole brut	825 924	2 150 844	1 404 571	3 291 313	1 444 917	3 546 028	1 292 625	3 276 895	897 472	3 517 791
Produits chimiques	71 108	114 028	86 126	142 977	90 945	155 353	122 234	181 796	102 584	180 637
Coton	17 966	8 584	23 309	18 845	24 577	16 619	23 369	19 487	20 619	7 666
Autres fibres textiles	15 871	13 844	28 640	32 516	27 978	29 582	26 849	31 436	35 191	35 790
Fer, fonte et acier	102 112	161 248	184 108	263 938	211 872	310 885	269 392	352 791	391 851	441 239
Produits métalliques	33 250	17 707	60 832	33 955	69 895	39 460	67 211	30 921	95 303	36 543
Céramique, verre, pierre	23 626	99 575	43 716	188 065	41 054	183 787	45 139	210 302	52 806	222 263
Engrais	32 801	129 728	53 210	188 331	74 172	304 671	61 479	310 931	78 397	347 662
Clinker	40 612	972 099	54 171	1 395 321	53 118	1 490 531	58 106	1 694 964	67 114	1 911 704
Autres matériaux de construction	10 595	167 119	14 957	243 315	29 567	651 905	21 690	418 823	37 251	803 298
Papiers et cartons	58 538	104 544	64 075	109 108	65 604	117 798	74 082	137 713	80 347	148 515
Huiles essentielles et extraits végétaux	46 517	13 552	53 354	17 890	63 181	21 802	62 661	22 551	79 810	27 487
BIENS D'EQUIPEMENT	**407 388**	**106 170**	**757 870**	**312 329**	**820 913**	**258 846**	**876 200**	**218 704**	**1 186 528**	**245 545**
Hors autre Matériel de transport	***309 662***	***53 594***	***570 132***	***93 296***	***624 862***	***110 344***	***641 496***	***121 775***	***810 646***	***127 856***
Équipement incompressible	***293 308***	***52 129***	***550 243***	***91 447***	***606 560***	***108 968***	***620 203***	***120 231***	***780 926***	***126 257***
Dont Machines mécaniques	180 110	37 270	342 843	67 170	394 585	80 359	406 695	88 533	524 141	91 951
Machines automatiques	16 354	1 465	19 888	1 850	18 302	1 376	21 293	1 544	29 720	1 599
Machines électriques	96 298	13 190	165 678	20 226	174 966	24 360	171 038	27 473	199 936	29 562
Instruments de précision	16 899	1 669	41 723	4 051	37 008	4 249	42 470	4 225	56 848	4 744
Matériel de transport routier	89 789	51 963	148 421	215 374	155 038	142 646	192 794	82 508	253 821	101 229
Mat. de transport navigation aérien	5 618	46	30 162	77	29 128	38	27 505	43	26 406	78
Mat. de transport navigation maritime	795	63	2 862	604	9 521	4 306	8 709	10 508	83 249	13 357
Matériels pour voies ferrées	1 524	504	6 293	2 978	2 365	1 512	5 696	3 871	12 406	3 024
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	**3 595 632**	**8 156 821**	**5 304 590**	**11 380 993**	**5 213 540**	**11 596 674**	**5 471 680**	**11 617 615**	**5 770 569**	**13 232 136**
Total hors pétrole brut	*2 769 708*	*6 005 978*	*4 101 962*	*8 111 068*	*5 092 390*	*8 227 679*	*4 482 240*	*8 377 623*	*4 873 096*	*9 714 345*
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	*2 321 558*	*4 983 325*	*3 544 295*	*6 920 202*	*4 712 929*	*7 413 151*	*4 098 581*	*7 527 736*	*4 516 707*	*8 716 093*
Total hors viande et tabac(2)	*3 536 143*	*8 146 497*	*5 449 799*	*11 392 889*	*6 463 054*	*11 761 716*	*5 705 150*	*11 644 110*	*5 694 665*	*13 220 393*
Total hors (1)+(2)	*2 262 069*	*4 973 001*	*3 487 562*	*6 910 711*	*4 638 676*	*7 401 160*	*4 028 867*	*7 517 328*	*4 440 803*	*8 704 350*
Total hors biens d'équipement	*3 188 244*	*8 050 651*	*4 546 721*	*11 068 664*	*4 392 627*	*11 337 829*	*4 595 480*	*11 398 911*	*4 584 041*	*12 986 591*
Total hors pétrole et biens d'équipement.	*2 362 320*	*5 899 807*	*3 142 150*	*7 777 350*	*2 947 710*	*7 791 801*	*3 302 855*	*8 122 016*	*3 686 568*	*9 468 800*

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits

(en millions fcfa ,tonnes, mwh)

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2011		2012		2013		2014		2015	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	**1 909 323**	**4 097 779**	**2 475 653**	**5 143 088**	**2 195 748**	**4 469 406**	**2 470 644**	**4 710 302**	**2 645 295**	**3 052 159**
PRODUITS ALIMENTAIRES	**782 155**	**2 265 419**	**1 010 130**	**2 921 037**	**892 538**	**2 443 240**	**900 389**	**2 639 657**	**1 107 417**	**3 049 902**
Produits laitiers	32 815	20 547	48 400	36 297	42 516	26 647	43 936	24 761	**50 440**	**33 818**
Fruits et légumes frais	23 125	108 769	28 147	174 447	35 485	186 278	36 076	192 107	41 543	237 396
Dont: Noix de cola	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Viandes et abats comestibles	33 247	60 897	37 211	66 285	40 007	78 680	45 122	87 788	51 637	107 734
Viande, poissons en conserves	3 131	2 916	3 676	3 650	4 325	3 424	4 762	2 480	3 495	1 970
Poissons	189 951	336 204	236 300	341 058	234 199	344 354	231 142	370 144	265 276	437 388
Riz semi-blanchi	268 137	935 013	349 274	1 267 720	233 164	830 831	216 375	952 602	290 838	1 136 971
Blé tendre	87 480	453 980	111 386	561 432	105 408	540 329	93 549	540 055	94 121	534 040
Autres céréales	1 588	8 749	4 626	31 183	2 317	20 055	1 661	18 832	3 235	32 394
Farine	15 058	38 373	21 481	57 082	22 580	60 390	21 747	62 359	31 441	92 257
Graisses et huiles végétales ou animales	30 314	53 077	58 610	123 500	40 881	78 503	43 731	87 705	53 540	112 991
Sucre	8 040	23 378	3 265	5 804	7 731	21 149	4 308	10 283	4 785	11 697
Préparations alimentaires diverses	18 029	13 188	21 914	15 878	23 510	16 643	42 074	18 441	30 661	17 926
Boissons	28 883	58 029	35 631	67 026	38 563	68 311	43 882	77 249	44 208	80 111
Autres produits alimentaires	42 356	152 300	50 207	169 674	61 853	167 646	72 021	194 851	72 409	9 773
Dont: Animaux vivants	*976*	*144*	*1 636*	*1 003*	*1 178*	*49*	*1 479*	*62*	69 789	203 437
Café, thé, épices	*2 417*	*1 878*	*3 671*	*2 466*	*5 329*	*3 218*	*6 617*	*3 155*	*5 690*	*3 049*
Graines et fruits oléagineux	*1 315*	*2 012*	*1 351*	*2 552*	*1 384*	*3 303*	*1 389*	*3 571*	*1 603*	*1 432*
Cacao et ses préparations	*2 793*	*1 687*	*2 108*	*1 347*	*2 920*	*1 547*	*2 938*	*1 618*	*2 592*	*1 379*
Préparation de légumes, plantes potagères	*10 015*	*23 158*	*12 980*	*34 023*	*14 108*	*33 367*	*13 662*	*29 192*	*14 968*	*28 112*
Sel alimentaire (Sel destiné à l'alimentation humaine)	*6 787*	*108 800*	*7 846*	*111 428*	*7 333*	*101 533*	*8 972*	*130 402*	*9 983*	*140 379*
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	**1 127 169**	**1 832 360**	**1 465 523**	**2 222 051**	**1 303 209**	**2 026 166**	**1 570 255**	**2 070 644**	**1 537 878**	**2 256**
Vêtements	6 568	4 107	17 587	7 615	10 242	6 022	15 095	9 166	20 529	10 382
Produits pétroliers	448 150	1 022 652	557 667	1 190 865	379 461	814 528	383 659	849 887	356 389	998 252
Produits pharmaceutiques	125 589	9 131	148 933	10 752	135 227	10 154	189 509	12 393	175 883	12 932
Tabac	56 357	7 408	53 057	5 842	69 928	8 567	64 953	7 928		
Librairie	10 164	2 595	14 088	3 420	14 561	3 396	16 116	6 178	18 524	5 295
Plastiques	131 890	156 557	166 167	190 101	189 221	218 787	208 976	236 487	267 311	285 746
Caoutchouc	35 221	23 960	54 448	31 461	49 437	41 367	50 315	43 035	65 558	50 554
Automobiles	62 669	25 650	122 400	43 612	121 764	41 953	121 215	43 973	146 252	49 955
Appareil électroménagers	55 635	21 693	88 664	32 356	89 948	29 547	102 126	31 224	108 988	36 555
Produits divers des industries chimiques	45 178	34 536	67 868	56 725	72 485	51 492	98 406	65 041	113 226	69 403
Minerais, scories et cendres	12 216	406 596	12 341	457 935	14 647	606 855	10 911	527 274	10 002	441 760
Autres biens de consommation	137 530	117 477	162 304	191 365	156 288	193 496	308 974	238 058	255 216	295 260
BIENS INTERMEDIAIRES	**1 278 921**	**3 952 872**	**2 071 068**	**5 925 575**	**2 196 880**	**6 868 423**	**2 124 836**	**6 688 609**	**1 938 746**	**7 680 594**
Pétrole brut	825 924	2 150 844	1 404 571	3 291 313	1 444 917	3 546 028	1 292 625	3 276 895	897 472	3 517 791
Produits chimiques	71 108	114 028	86 126	142 977	90 945	155 353	122 234	181 796	102 584	180 637
Coton	17 966	8 584	23 309	18 845	24 577	16 619	23 369	19 487	20 619	7 666
Autres fibres textiles	15 871	13 844	28 640	32 516	27 978	29 582	26 849	31 436	35 191	35 790
Fer, fonte et acier	102 112	161 248	184 108	263 938	211 872	310 885	269 392	352 791	391 851	441 239
Produits métalliques	33 250	17 707	60 832	33 955	69 895	39 460	67 211	30 921	95 303	36 543
Céramique, verre, pierre	23 626	99 575	43 716	188 065	41 054	183 787	45 139	210 302	52 806	222 263
Engrais	32 801	129 728	53 210	188 331	74 172	304 671	61 479	310 931	78 397	347 662
Clinker	40 612	972 099	54 171	1 395 321	53 118	1 490 531	58 106	1 694 964	67 114	1 911 704
Autres matériaux de construction	10 595	167 119	14 957	243 315	29 567	651 905	21 690	418 823	37 251	803 298
Papiers et cartons	58 538	104 544	64 075	109 108	65 604	117 798	74 082	137 713	80 347	148 515
Huiles essentielles et extraits végétaux	46 517	13 552	53 354	17 890	63 181	21 802	62 661	22 551	79 810	27 487
dont Huiles essentielles	***33 053***	***8 013***	***36 846***	***10 790***	***44 498***	***12 162***	***42 877***	***10 590***	***54 900***	***10 858***
BIENS D'EQUIPEMENT	**407 388**	**106 170**	**757 870**	**312 329**	**820 913**	**258 846**	**876 200**	**218 704**	**1 186 528**	**245 545**
Hors autre Matériel de transport	***309 662***	***53 594***	***570 132***	***93 296***	***624 862***	***110 344***	***641 496***	***121 775***	***810 646***	***127 856***
Équipement incompressible	***293 308***	***52 129***	***550 243***	***91 447***	***606 560***	***108 968***	***620 203***	***120 231***	***780 926***	***126 257***
Dont Machines mécaniques	180 110	37 270	342 843	67 170	394 585	80 359	406 695	88 533	524 141	91 951
Machines automatiques	16 354	1 465	19 888	1 850	18 302	1 376	21 293	1 544	29 720	1 599
Machines électriques	96 298	13 190	165 678	20 226	174 966	24 360	171 038	27 473	199 936	29 562
Instruments de précision	16 899	1 669	41 723	4 051	37 008	4 249	42 470	4 225	56 848	4 744
Matériel de transport routier	89 789	51 963	148 421	215 374	155 038	142 646	192 794	82 508	253 821	101 229
dont autres véhicules marchands	***44 857***	***24 534***	***70 987***	***34 856***	***56 328***	***29 379***	***72 780***	***33 070***	***0***	***0***
Mat. de transport navigation aérien	5 618	46	30 162	77	29 128	38	27 505	43	26 406	78
Mat. de transport navigation maritime	795	63	2 862	604	9 521	4 306	8 709	10 508	83 249	13 357
Matériels pour voies ferrées	1 524	504	6 293	2 978	2 365	1 512	5 696	3 871	12 406	3 024
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	**3 595 632**	**8 156 821**	**5 304 590**	**11 380 993**	**5 213 540**	**11 596 674**	**5 471 680**	**11 617 615**	**5 770 569**	**13 232 136**
Total hors pétrole brut	*2 769 708*	*6 005 978*	*4 101 962*	*8 111 068*	*5 092 390*	*8 227 679*	*4 482 240*	*8 377 623*	*4 873 096*	*9 714 345*
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	*2 321 558*	*4 983 325*	*3 544 295*	*6 920 202*	*4 712 929*	*7 413 151*	*4 098 581*	*7 527 736*	*4 516 707*	*8 716 093*
Total hors viande et tabac(2)	*3 536 143*	*8 146 497*	*5 449 799*	*11 392 889*	*6 463 054*	*11 761 716*	*5 705 150*	*11 644 110*	*5 694 665*	*13 220 393*
Total hors (1)+(2)	*2 262 069*	*4 973 001*	*3 487 562*	*6 910 711*	*4 638 676*	*7 401 160*	*4 028 867*	*7 517 328*	*4 440 803*	*8 704 350*
Total hors biens d'équipement	*3 188 244*	*8 050 651*	*4 546 721*	*11 068 664*	*4 392 627*	*11 337 829*	*4 595 480*	*11 398 911*	*4 584 041*	*12 986 591*
Total hors pétrole et biens d'équipement.	*2 362 320*	*5 899 807*	*3 142 150*	*7 777 350*	*2 947 710*	*7 791 801*	*3 302 855*	*8 122 016*	*3 686 568*	*9 468 800*

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

(en millions fcfa ,tonnes, mwh)

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2011		2012		2013		2014		2015	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	**100 537**	**279 081**	**108 739**	**373 556**	**80 063**	**301 768**	**78 473**	**309 760**		
PRODUITS ALIMENTAIRES	**27 138**	**129 907**	**50 748**	**239 763**	**47 690**	**220 148**	**43 347**	**229 941**	**70 888**	**292 145**
Produits laitiers	53	103	886	3 591	425	730	523	1 191	411	699
Fruits et légumes frais	471	5 039	3 101	52 482	1 702	55 977	3 784	67 673	4 584	74 702
Dont: Noix de cola	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Viandes et abats comestibles	12	18	1	2	0	0	1	13	1	1
Viande, poissons en conserves	28	44	28	243	51	124	26	61	4	6
Poissons	18 095	30 535	29 330	44 078	29 762	45 450	27 016	40 439	48 545	81 562
Riz semi-blanchi	78	269	0	0	0	0	0	0	510	1 420
Blé tendre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres céréales	137	1 805	139	7 360	434	16 204	385	15 748	820	20 893
Farine	0	5	98	356	12	58	28	217	1	7
Graisses et huiles végétales ou animales	70	453	5 279	28 528	4 036	11 829	1 674	3 632	291	660
Sucre	135	63	65	119	163	451	128	270	244	601
Préparations alimentaires diverses	871	749	3 019	2 765	4 920	4 150	3 010	2 674	3 309	3 197
Boissons	1 896	4 258	2 698	7 821	364	1 549	507	1 862	385	633
Autres produits alimentaires	5 290	86 567	6 105	92 419	5 821	83 625	6 264	96 163	4 873	554
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	**73 399**	**149 175**	**57 991**	**133 793**	**32 373**	**81 621**	**35 126**	**79 818**	**18 853**	**48 878**
Vêtements	7	2	310	1 076	104	176	138	86	327	166
Produits pétroliers	65 598	136 523	44 483	91 149	17 802	37 817	20 934	44 975	7 717	19 592
Produits pharmaceutiques	2 220	244	2 990	556	2 026	194	1 833	288	1 742	220
Librairie	27	15	68	34	141	36	137	69	83	36
Plastiques	1 356	2 997	1 138	5 733	1 245	3 251	1 024	1 413	1 492	1 091
Caoutchouc	1	3	425	3 490	600	13 835	609	12 516	593	17 734
Automobiles	4	5	54	29	25	30	1	1	21	9
Appareil électroménagers	17	95	854	4 170	948	2 221	859	1 694	412	492
Produits divers des industries chimiques	134	224	595	1 193	227	181	594	570	349	521
Minerais, scories et cendres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres biens de consommation	2 062	8 945	4 664	26 042	4 880	23 575	5 162	17 875	6 117	9 016
BIENS INTERMEDIAIRES	**5 280**	**14 773**	**11 415**	**28 076**	**9 260**	**24 660**	**8 524**	**16 813**	**9 563**	**31 536**
Pétrole brut	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits chimiques	140	349	67	520	50	473	99	540	98	909
Coton	3 705	1 160	5 740	3 985	5 256	3 019	5 551	3 091	4 882	2 518
Autres fibres textiles	60	32	252	362	190	208	1 076	946	1 150	969
Fer, fonte et acier	34	77	394	1 044	354	662	379	566	647	938
Produits métalliques	125	107	135	220	66	72	242	234	544	54
Céramique, verre, pierre	72	22	61	188	44	106	14	43	34	42
Engrais	41	120	3 873	12 968	1 989	6 051	43	245	802	4 001
Clinker	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres matériaux de construction	1 034	12 879	512	8 267	869	13 493	653	10 714	1 071	21 814
Papiers et cartons	37	10	202	176	225	391	201	159	96	44
Huiles essentielles et extraits végétaux	33	16	179	346	217	186	266	275	238	247
dont Huiles essentielles	***33***	***14***	***171***	***282***	***202***	***166***	***259***	***243***	***211***	***192***
BIENS D'EQUIPEMENT	**1 592**	**1 721**	**7 951**	**12 757**	**9 339**	**9 174**	**5 222**	**3 599**	**5 554**	**1 712**
Hors autre Matériel de transport	***332***	***227***	***2 286***	***2 088***	***2 967***	***1 814***	***3 324***	***1 594***	***3 248***	***1 083***
Équipement incompressible	***329***	***226***	***2 152***	***2 083***	***2 919***	***1 812***	***3 319***	***1 594***	***3 193***	***1 080***
Dont Machines mécaniques	85	40	1 400	1 015	2 250	933	2 516	765	1 923	549
Machines automatiques	3	2	134	5	49	2	5	0	54	3
Machine électrique	238	180	724	1 063	635	870	757	819	1 034	516
Instrument de précision	7	6	28	5	34	10	46	10	237	15
Matériel de transport routier	1 258	1 494	5 538	10 619	6 362	7 349	1 602	1 913	1 492	528
dont autres véhicules marchands	***0***	***0***	***77***	***122***	***504***	***298***	***210***	***239***	***0***	***0***
Mat. de transport navigation aérien	2	0	0	0	0	0	0	0	762	22
Mat. de transport navigation maritime	0	0	0	0	3	0	267	39	0	0
Matériels pour voies ferrées	0	0	127	50	6	11	29	54	52	78
TOTAL IMPORTATION	**107 409**	**295 575**	**128 105**	**414 389**	**98 661**	**335 603**	**92 218**	**330 172**	**104 858**	**374 271**
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	**107 409**	**295 575**	**128 105**	**414 389**	**98 661**	**335 603**	**92 218**	**330 172**	**104 858**	**374 271**
Total hors pétrole brut	*107 409*	*295 575*	*128 105*	*414 389*	*98 661*	*335 603*	*92 218*	*330 172*	*104 858*	*374 271*
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	*41 810*	*159 051*	*83 621*	*323 240*	*80 859*	*297 786*	*71 285*	*285 197*	*97 141*	*354 679*
Total hors viande et tabac(2)	*105 407*	*295 410*	*125 667*	*413 826*	*94 238*	*335 174*	*88 357*	*329 780*	*99 981*	*373 711*
Total hors (1)+(2)	*39 809*	*158 887*	*81 184*	*322 677*	*76 435*	*297 357*	*67 423*	*284 805*	*92 264*	*354 119*
Total hors biens d'équipement	*105 817*	*293 854*	*120 154*	*401 632*	*89 323*	*326 428*	*86 997*	*326 573*	*99 304*	*372 559*
Total hors pétrole et biens d'équipement.	*105 817*	*293 854*	*120 154*	*401 632*	*89 323*	*326 428*	*86 997*	*326 573*	*99 304*	*372 559*

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2015 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	**UEMOA**
Exportateurs	Bénin		2 362,1	5 019,1	7,9	34 411,3	31 890,0	750,7	5 587,7	**80 028,8**
	Burkina	5 080,0		13 521,7		25 999,3	19 728,9	3 467,5	16 524,8	**84 322,2**
	Côte d'Ivoire	40 408,0	316 216,6		440,3	277 360,1	54 292,1	75 099,6	143 873,7	**907 690,4**
	Guinée-Bissau	0,0	0,0					2,6	0,0	**2,6**
	Mali	864,9	44 467,3	89 668,9	25,9		5 452,5	45 076,4	1 940,7	**187 496,6**
	Niger	8 248,6	18 545,4	7 293,0	0,0	13 777,3		120,8	1 712,6	**49 697,7**
	Sénégal	14 155,6	27 073,6	77 969,4	41 583,2	260 015,0	15 171,0		18 156,4	**454 124,2**
	Togo	114 345,9	86 160,7	23 331,5	1 277,5	27 577,6	44 439,6	8 121,8		**305 254,5**
	UEMOA	**183 103,0**	**494 825,7**	**216 803,6**	**43 334,8**	**639 140,6**	**170 974,1**	**132 639,4**	**187 795,9**	**2 068 617,1**

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2015
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	**UEMOA**
Exportateurs	Bénin	0,0	1 274,4	2 472,2	3,0	240,9	31 890,0	135,0	6 400,3	**42 415,8**
	Burkina	52,5	0,0	828,8	0,0	42,6	651,0	10,3	7 184,8	**8 770,1**
	Côte d'Ivoire	506,8	0,0	0,0	18,7	1 143,2	543,2	480,0	2 633,3	**5 325,3**
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 767,7	0,0	**3 767,7**
	Mali	7 783,7	0,0	1 025,3	98,4	0,0	5 452,5	46 991,4	8 131,1	**69 482,3**
	Niger	8 954,3	0,0	385,0	0,0	13 777,3	0,0	666,8	1 712,6	**25 496,1**
	Sénégal	787,7	0,0	2,0	6 576,5	0,0	99,4	0,0	24,4	**7 489,9**
	Togo	391,0	0,0	3 769,1	0,0	99,4	0,0	471,8	0,0	**4 731,2**
	UEMOA	**18 476,0**	**1 274,4**	**8 482,4**	**6 696,5**	**15 303,4**	**38 636,1**	**52 523,1**	**26 086,5**	**167 478,3**

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2015
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	**UEMOA**
Exportateurs	Bénin	0,0	3 636,5	7 491,3	10,9	34 652,2	63 780,0	885,7	11 988,0	**122 444,6**
	Burkina	5 132,5		14 350,5	0,0	26 041,9	20 379,9	3 477,8	23 709,6	**93 092,3**
	Côte d'Ivoire	40 914,8	316 216,6		459,0	278 503,3	54 835,3	75 579,6	146 507,0	**913 015,6**
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	3 770,3	0,0	**3 770,3**
	Mali	8 648,6	44 467,3	90 694,2	124,3		10 905,0	92 067,8	10 071,8	**256 978,9**
	Niger	17 202,9	18 545,4	7 678,0	0,0	27 554,6		787,6	3 425,2	**75 193,8**
	Sénégal	14 943,3	27 073,6	77 971,4	48 159,7	260 015,0	15 270,4		18 180,8	**461 614,1**
	Togo	114 736,9	86 160,7	27 100,5	1 277,5	27 676,9	44 439,6	8 593,6		**309 985,8**
	UEMOA	**201 579,0**	**496 100,1**	**225 286,0**	**50 031,3**	**654 444,0**	**209 610,2**	**185 162,5**	**213 882,4**	**2 236 095,4**

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2015
(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	**UEMOA**
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 289,4	1 816,1	103,0	911,3	1 870,9	3 002,2	7 898,8	**19 891,7**
	Burkina	14 297,5		4 181,1	172,4	2 802,5	2 552,2	3 359,4	7 396,5	**34 761,6**
	Côte d'Ivoire	13 837,4	13 921,2		57,3	4 625,1	2 662,5	5 539,8	8 251,0	**48 894,3**
	Guinée-Bissau	115,0	239,5	132,3		274,4	10,9	2 800,9	0,0	**3 573,0**
	Mali	3 313,1	10 817,6	5 622,7	609,7		3 224,7	4 443,6	3 028,6	**31 060,1**
	Niger	3 585,9	2 030,2	2 974,0	21,1	74,5		4 199,3	5 101,0	**17 986,0**
	Sénégal	2 043,3	4 189,3	1 702,8	1 305,3	5 173,8	1 702,8		681,1	**16 798,4**
	Togo	22 361,3	3 337,2	1 523,6	69,5	578,1	1 273,6	4 446,7		**33 590,1**
	UEMOA	**59 553,7**	**38 824,4**	**17 952,6**	**2 338,4**	**14 439,6**	**13 297,6**	**27 791,9**	**32 357,0**	**206 555,2**

Annexe 2.16 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2015
(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	**UEMOA**
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 669,2	6 773,8	8,0	5 414,0	1 568,1	4 786,3	4 708,6	**24 927,9**
	Burkina	2 988,9		10 090,6	21,0	25 379,4	1 087,3	11 044,8	4 159,5	**54 771,6**
	Côte d'Ivoire	5 892,2	15 019,5		56,6	66 991,7	4 846,1	23 231,3	6 642,7	**122 680,1**
	Guinée-Bissau	173,5	12,4	121,8		1 198,5	203,8	7 918,9	189,8	**9 818,6**
	Mali	2 250,5	1 547,6	6 618,4	43,7		3 350,5	9 338,6	5 692,7	**28 842,1**
	Niger	2 261,6	1 352,2	4 382,8	154,4	9 072,5		4 281,6	6 247,5	**27 752,6**
	Sénégal	2 125,0	2 334,2	7 269,1	4 348,7	21 564,5	6 275,5		2 874,4	**46 791,4**
	Togo	2 879,8	1 774,5	6 694,3	6,9	2 461,4	3 529,7	4 479,5		**21 916,5**
	UEMOA	**18 571,5**	**23 709,4**	**41 950,9**	**4 639,3**	**132 082,0**	**20 861,1**	**65 081,0**	**30 515,2**	**337 410,4**

Annexe 2.17 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire au titre de l'année 2015, optique FMI résumé

Poste	Code économique	Critères complémentaire	Libellé	Crédit	Débit	Solde
1	100000	1_B_N_N_E	Compte des transactions courantes	7 796 175,33	7 915 229,24	-119 053,91
1.A	11000	1_B_N_N_E	Biens et services	7 390 981,28	6 710 809,62	680 171,66
1.A.a	110000	1_B_N_N_E	Biens	6 938 015,60	5 063 985,68	1 874 029,92
1.A.a.1	111000	1_B_N_N_E	Marchandises générales			
1.A.a.1.1	11100z	1_B_N_N_E	Dont : Réexportations	65,41	-	65,41
1.A.a.2	112000	1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	125,00	-	125,00
1.A.a.2.1	112100	1_B_N_N_E	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-452,00	-	-452,00
1.A.a.2.2	112200	1_B_N_N_E	Biens vendus dans le cadre du négoce international	577,00	-	577,00
1.A.a.3	113000	1_B_N_N_E	Or non monétaire	446 952,57	-	446 952,57
1.A.b	120000	1_B_N_N_E	Services	452 965,68	1 646 823,94	-1 193 858,26
1.A.b.1	121000	1_B_N_N_E	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des ti	20 145,00	85 165,00	-65 020,00
1.A.b.2	122000	1_B_N_N_E	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	17 886,27	741,98	17 144,29
1.A.b.3	123000	1_B_N_N_E	Transport	97 585,26	969 775,92	-872 190,66
1.A.b.3.0.1	123100	1_B_N_N_E	Voyageurs	33 246,77	120 043,92	-86 797,15
1.A.b.3.0.2	12311z	1_B_N_N_E	Fret	63 894,50	839 673,00	-775 778,50
1.A.b.3.0.3	123120	1_B_N_N_E	Autres	437,99	9 883,90	-9 445,91
1.A.b.3.1	123130	1_B_N_N_E	Transports maritimes	-	768 800,30	-768 800,30
1.A.b.3.1.1	123200	1_B_N_N_E	Voyageurs	-	-	-
1.A.b.3.1.1.1	123210	1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers			
1.A.b.3.1.2	12321z	1_B_N_N_E	Fret	-	768 800,30	-768 800,30
1.A.b.3.1.3	123220	1_B_N_N_E	Autres	-	-	-
1.A.b.3.2	123230	1_B_N_N_E	Transports aériens	32 766,69	168 750,47	-135 983,78
1.A.b.3.2.1	123300	1_B_N_N_E	Voyageurs	32 317,20	119 880,34	-87 563,14
1.A.b.3.2.1.1	123310	1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers			
1.A.b.3.2.2	12331z	1_B_N_N_E	Fret	11,50	38 986,23	-38 974,73
1.A.b.3.2.3	123320	1_B_N_N_E	Autres	437,99	9 883,90	-9 445,91
1.A.b.3.3	123330	1_B_N_N_E	Autres modes de transport	64 812,57	32 050,05	32 762,52
1.A.b.3.3.1	123400	1_B_N_N_E	Voyageurs	929,57	163,58	765,99
1.A.b.3.3.1.1	123410	1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers			
1.A.b.3.3.2	12341z	1_B_N_N_E	Fret	63 883,00	31 886,47	31 996,53
1.A.b.3.3.3	123420	1_B_N_N_E	Autres	-	0,00	-0,00
1.A.b.3.4	123430	1_B_N_N_E	Services postaux et services de messagerie	6,00	175,10	-169,10
1.A.b.4	124000	1_B_N_N_E	Voyages	93 180,85	211 227,80	-118 046,95
1.A.b.5	125000	1_B_N_N_E	Travaux de construction	752,76	2 639,18	-1 886,42
1.A.b.6	126000	1_B_N_N_E	Services d'assurance et de retraite	406,76	53 963,41	-53 556,65
1.A.b.7	127000	1_B_N_N_E	Services financiers	4 614,85	6 660,40	-2 045,55
1.A.b.8	128000	1_B_N_N_E	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	40,00	1 516,00	-1 476,00
1.A.b.9	129000	1_B_N_N_E	Services de télécommunications, d'informatique et d'information	47 125,51	56 897,58	-9 772,07
1.A.b.9.1	129100	1_B_N_N_E	Services de télécommunications	46 208,51	41 737,69	4 470,82
1.A.b.9.2	129200	1_B_N_N_E	Services d'informatique	917,00	13 160,34	-12 243,34
1.A.b.9.3	129300	1_B_N_N_E	Services d'information	-	1 999,55	-1 999,55
1.A.b.10	12A000	1_B_N_N_E	Autres services aux entreprises	97 093,08	171 759,30	-74 666,22
1.A.b.11	12B000	1_B_N_N_E	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1 290,57	764,75	525,82
1.A.b.12	12C000	1_B_N_N_E	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	72 830,63	85 712,62	-12 881,99
1.A.b.0.1	12D000	1_B_N_N_E	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voy	-	-	-

Poste	Code économique	Critères complémentaire	Libellé	Crédit	Débit	Solde
1.B	130000	1_B_N_AL_E	Revenu primaire	133 506,61	729 006,64	-595 500,03
1.B.1	131000	1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	98 967,69	15 121,24	83 846,45
1.B.2	300000	3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	27 213,92	713 201,10	-685 987,18
1.B.2.1	310000	3_B_N_AL_E	Investissements directs	9 307,42	405 515,86	-396 208,44
1.B.2.1.1	310000	3E_B_N_AL_E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	2 260,57	334 685,13	-332 424,56
1.B.2.1.1.1	310000	3D_B_N_AL_E	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	1 683,67	238 524,39	-236 840,72
1.B.2.1.1.1.1	311110	3D_B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	863,10	124 106,79	-123 243,69
1.B.2.1.1.1.2	311120	3D_B_N_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investisseme	730,57	1 257,00	-526,43
1.B.2.1.1.2	310000	3R_B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	576,90	96 160,74	-95 583,84
1.B.2.1.2	310000	3I_B_N_AL_E	Intérêts	7 046,85	70 830,73	-63 783,88
1.B.2.1.2.1	312100	3I_B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 649,85	65 482,34	-63 832,49
1.B.2.2	320000	3_B_N_AL_E	Investissements de portefeuille	12 390,15	43 282,45	-30 892,30
1.B.2.2.1	320000	3E_B_N_AL_E	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de	716,68	38 766,25	-38 049,57
1.B.2.2.1.1	321100	3D_B_N_AL_E	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	668,68	38 298,25	-37 629,57
1.B.2.2.1.2	321200	3P_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux propriâ©taires de parts de for	48,00	468,00	-420,00
1.B.2.2.1.2.1	321200	3D_B_N_AL_E	Dividendes	48,00	-	48,00
1.B.2.2.1.2.2	321200	3R_B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	-	468,00	-468,00
1.B.2.2.2	320000	3I_B_N_AL_E	Intérêts	11 673,47	4 516,20	7 157,27
1.B.2.2.2.1	320000	3I_B_N_ST_E	à court terme	5 407,58	46,00	5 361,58
1.B.2.2.2.2	320000	3I_B_N_LT_E	À long terme	6 265,89	4 470,20	1 795,69
1.B.2.3	340000	3_B_N_AL_E	Autres investissements	5 516,35	264 402,79	-258 886,44
1.B.2.3.1	340000	3D_B_N_AL_E	Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	-	-	-
1.B.2.3.2	340000	3I_B_N_AL_E	Intérêts	5 516,35	264 402,79	-258 886,44
1.B.3	132000	1_B_N_AL_E	Autre revenu primaire	7 325,00	684,30	6 640,70
1.B.3.1	132100	1_B_N_AL_E	Taxes sur la production et importations	7 325,00	684,30	6 640,70
1.B.3.2	132200	1_B_N_AL_E	Subventions à la production	-	-	-
1.B.3.3	132300	1_B_N_AL_E	Loyers	-	-	-
1.C	140000	2_B_AL_AL_E	Revenu secondaire	271 687,44	475 412,98	-203 725,54
1.C.1	140000	2_B_GG_AL_E	Administrations publiques	154 020,00	55 900,47	98 119,53
1.C.1.1	141000	2_B_GG_AL_E	Impôts courants sur le revenu			
1.C.1.1.1	14100z	2_B_GG_AL_E	payables par les travailleurs frontaliers			
1.C.1.2	142000	2_B_GG_AL_E	Cotisations sociales	-	-	-
1.C.1.2.1	14200z	2_B_GG_AL_E	payables par les travailleurs frontaliers			
1.C.1.3	143000	2_B_GG_AL_E	Prestations Sociales (Débit)	-	-	-
1.C.1.4	144000	2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	154 020,00	55 882,97	98 137,03
1.C.1.5	145000	2_B_GG_AL_E	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	-	17,50	-17,50
1.C.1.5.1	14500z	2_B_GG_AL_E	Transferts courants aux ISBLSM	-	-	-
1.C.2	140000	2_B_OS_AL_E	Sociétés financières			
1.C.2.1	146000	2_B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non ré	99 905,32	369 029,92	-269 124,60
1.C.2.1.1	14600z	2_B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	99 905,32	369 029,92	-269 124,60
1.C.2.2	147000	2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants	17 762,12	50 482,59	-32 720,47
1.C.2.0.1	141000	2_B_OS_AL_E	Impôts courants sur le revenu			
1.C.2.0.2	142000	2_B_OS_AL_E	Cotisations sociales	282,00	11 116,02	-10 834,02
1.C.2.0.3	143000	2_B_OS_AL_E	Prestations sociales	4 923,00	9 881,42	-4 958,42
1.C.2.0.4	148000	2_B_OS_AL_E	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	288,20	29 245,31	-28 957,11
1.C.2.0.5	149000	2_B_OS_AL_E	Indemnités d'assurance dommage	2 018,95	109,25	1 909,70
1.C.2.0.6	144000	2_B_OS_AL_E	Coopération internationale courante	8 188,19	130,59	8 057,60
1.C.2.0.7	145000	2_B_OS_AL_E	Transferts courants divers	2 041,86	-	2 041,86
1.C.2.0.7.1	14500z	2_B_OS_AL_E	Dont : transferts courants aux ISBLSM	-	-	-
1.C.3	14A000	2_B_OS_AL_E	Ajustement pour variation des droits à pension	-	-	-
2	200000	2_B_AL_AL_E	Compte de capital	156 407,92	-	156 407,92
2.1	210000	2_B_AL_AL_E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	5,00	-	5,00
2.2	220000	2_B_AL_AL_E	Transferts de capital	156 402,92	-	156 402,92
2.2.1	220000	2_B_GG_AL_E	Administration publique	128 599,91	-	128 599,91
2.2.1.1	221000	2_B_GG_AL_E	Remises de dette	-	-	-
2.2.1.2	222000	2_B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	128 599,91	-	128 599,91
2.2.1.2.1	22200z	2_B_GG_AL_E	dont : impôts en capital	-	-	-
2.2.2	220000	2_B_OS_AL_E	Sociétés financières			
2.2.2.1	221000	2_B_OS_AL_E	Remises de dette	-	-	-
2.2.2.2	222000	2_B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	27 803,01	-	27 803,01
2.2.2.2.1	22200z	2_B_OS_AL_E	dont : impôts en capital (Crédit)	-	-	-
2.2.2.0.1	22000z	2_B_OS_AL_E	dont : entre ménages	-	-	-
4	19000	B_B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactio	7 952 583,25	7 915 229,24	37 354,01

Poste	Code économique	Critères complémentaires	Libellé	Accroissement net des actifs financiers	Accroissement net des passifs financiers	Solde
3	300000	4_N_AL_AL_E	Compte financier	1 189 393,39	1 191 143,04	-1 749,65
5	300000	4_N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	1 189 393,39	1 191 143,04	-1 749,65
3.1	310000	4_N_AL_AL_E	Investissement direct	8 518,40	292 300,24	-283 781,84
3.1.1	311000	4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	7 256,50	223 440,64	-216 184,14
3.1.1.1	311100	4_N_AL_AL_E	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	6 679,60	127 279,90	-120 600,30
3.1.1.1.1	311110	4_N_AL_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	6 679,60	127 503,90	-120 824,30
3.1.1.1.2	311120	4_N_AL_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investisseme	-	-93,00	93,00
3.1.1.1.3	311130	4_N_AL_AL_E	Entre entreprises sœurs	-	-131,00	131,00
3.1.1.2	311000	4R_N_AL_AL_E	Réinvestissement des bénéfices	576,90	96 160,74	-95 583,84
3.1.1.0.1	31100z	4_N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement	-	-	-
3.1.1.0.1.1	3110zz	4_N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement monétaires.	-	-	-
3.1.2	312000	4_N_AL_AL_E	Instruments de dette	1 261,90	68 859,60	-67 597,70
3.1.2.1	312100	4_N_AL_AL_E	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	1 261,90	43 680,89	-42 418,99
3.1.2.2	312200	4_N_AL_AL_E	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (	-	2 404,00	-2 404,00
3.1.2.3	312300	4_N_AL_AL_E	Entre entreprises sœurs	0,00	22 774,71	-22 774,71
3.2	320000	4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	13 055,22	587 246,14	-574 190,92
3.2.1	321000	4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	931,50	-6,86	938,36
3.2.1.1	321000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	-	-
3.2.1.3	321000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	-	-
3.2.1.2	321000	4_N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	-	-	-
3.2.1.4	321000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	931,50	-6,86	938,36
3.2.1.4.1	321000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	4 161,00	-	4 161,00
3.2.1.4.2	321000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières			
3.2.1.0.1	321100	4_N_AL_AL_E	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	-	-	-
3.2.1.0.1.1	321110	4_N_AL_AL_E	Cotés en bourse	-	-	-
3.2.1.0.1.2	321120	4_N_AL_AL_E	Non cotés en bourse	-	-	-
3.2.1.0.2	321200	4_N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement	-	-	-
3.2.1.0.2.1	321200	4R_N_AL_AL_E	Réinvestissement des bénéfices	-	-	-
3.2.1.0.2.2	32120z	4_N_AL_AL_E	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	-	-	-
3.2.2	322000	4_N_AL_AL_E	Titres de créance	12 123,72	587 253,00	-575 129,28
3.2.2.1	322000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	-	-
3.2.2.1.1	322000	4_N_CB_ST_E	A court terme	-	-	-
3.2.2.1.2	322000	4_N_CB_LT_E	A long terme	-	-	-
3.2.2.1.9	322000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.2.1.1.9.1	322000	4_N_MA_ST_E	A court terme	-	-	-
3.2.1.1.9.2	322000	4_N_MA_LT_E	A long terme	-	-	-
3.2.2.2	322000	4_N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	-	-	-
3.2.2.2.1	322000	4_N_DT_ST_E	A court terme	-	-	-
3.2.2.2.2	322000	4_N_DT_LT_E	A long terme	-	-	-
3.2.2.3	322000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	587 253,00	-587 253,00
3.2.2.3.1	322000	4_N_GG_ST_E	A court terme	-	-60 255,00	60 255,00
3.2.2.3.2	322000	4_N_GG_LT_E	A long terme	-	647 508,00	-647 508,00
3.2.2.4	322000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	12 123,72	-	12 123,72
3.2.2.4.0.1	322000	4_N_OS_ST_E	A court terme	9 501,00	-	9 501,00
3.2.2.4.0.2	322000	4_N_OS_LT_E	A long terme	2 622,72	-	2 622,72
3.2.2.4.1	322000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	12 134,70	-	12 134,70
3.2.2.4.1.1	322000	4_N_FC_ST_E	A court terme	9 501,00	-	9 501,00
3.2.2.4.1.2	322000	4_N_FC_LT_E	A long terme	2 633,70	-	2 633,70
3.2.2.4.2	322000	4_N_NC_AL_E	Sociétés financières			
3.2.2.4.2.1	322000	4_N_NC_ST_E	A court terme	-	-	-
3.2.2.4.2.2	322000	4_N_NC_LT_E	A long terme	-10,98	-	-10,98
3.3	330000	4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	-	-	-
3.3.1	330000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	-	-
3.3.1.9	330000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.3.2	330000	4_N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	-	-	-
3.3.3	330000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	-	-
3.3.4	330000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-	-	-
3.3.4.1	330000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-	-	-
3.3.4.2	330000	4_N_NC_AL_E	Sociétés financières			
3.3.0.1	331000	4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves)	2 831,00	-	2 831,00
3.3.0.1.1	331100	4_N_AL_AL_E	Options	-	-	-
3.3.0.1.2	331200	4_N_AL_AL_E	Contrats à terme	-	-	-
3.3.0.2	332000	4_N_AL_AL_E	Options sur titres des employés	-	-	-

Poste	Code économique	Critères complémentaires	Libellé	Accroissement net des actifs financiers	Accroissement net des passifs financiers	Solde
3.4	340000	4_N_AL_AL_E	Autres investissements	783 526,77	311 596,66	471 930,11
3.4.1	341000	4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	-	-	-
3.4.2	342000	4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	322 129,00	79 607,50	242 521,50
3.4.2.1	342000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	23 036,50	-23 036,50
3.4.2.1.1	342000	4_N_CB_ST_E	A court terme	-	23 036,50	-23 036,50
3.4.2.1.2	342000	4_N_CB_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.2.1.9	342000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.4.2.1.9.1	342000	4_N_MA_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.2.1.9.2	342000	4_N_MA_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.2.2	342000	4_N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	57 330,00	56 571,00	759,00
3.4.2.2.0.1	34200z	4_N_DT_AL_E	Dont: positions interbancaires	-	-	-
3.4.2.2.1	342000	4_N_DT_ST_E	A court terme	57 330,00	56 571,00	759,00
3.4.2.2.2	342000	4_N_DT_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.2.3	342000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	-	-
3.4.2.3.1	342000	4_N_GG_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.2.3.2	342000	4_N_GG_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.2.4	342000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	264 799,00	-	264 799,00
3.4.2.4.0.1	342000	4_N_OS_ST_E	A court terme	218 181,94	-	218 181,94
3.4.2.4.0.2	342000	4_N_OS_LT_E	A long terme	46 617,06	-	46 617,06
3.4.2.4.1	342000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	405,00	-	405,00
3.4.2.4.1.1	342000	4_N_FC_ST_E	A court terme	366,00	-	366,00
3.4.2.4.1.2	342000	4_N_FC_LT_E	A long terme	39,00	-	39,00
3.4.2.4.2	342000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières			
3.4.2.4.2.1	342000	4_N_NC_ST_E	A court terme	217 815,94	-	217 815,94
3.4.2.4.2.2	342000	4_N_NC_LT_E	A long terme	46 578,06	-	46 578,06
3.4.3	343000	4_N_AL_AL_E	Prêts	27 469,00	406 958,28	-379 489,28
3.4.3.1	343000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	45 819,90	-45 819,90
3.4.3.1.1	34300z	4_N_CB_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	-	45 819,90	-45 819,90
3.4.3.1.2	343000	4_N_CB_ST_E	Autres prêts à court terme	-	-	-
3.4.3.1.3	343000	4_N_CB_LT_E	Autres prêts à long terme	-	-	-
3.4.3.1.9	343000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.4.3.1.9.1	34300z	4_N_MA_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	-	-	-
3.4.3.1.9.2	343000	4_N_MA_ST_E	Autres prêts à court terme	-	-	-
3.4.3.1.9.3	343000	4_N_MA_LT_E	Autres prêts à long terme	-	-	-
3.4.3.2	343000	4_N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	27 469,00	55 336,00	-27 867,00
3.4.3.2.1	343000	4_N_DT_ST_E	A court terme	17 809,00	-247,00	18 056,00
3.4.3.2.2	343000	4_N_DT_LT_E	A long terme	9 660,00	55 583,00	-45 923,00
3.4.3.3	343000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	25 601,10	-25 601,10
3.4.3.3.1	34300z	4_N_GG_AL_E	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	-	-	-
3.4.3.3.2	343000	4_N_GG_ST_E	Autres à court terme	-	-	-
3.4.3.3.3	343000	4_N_GG_LT_E	Autres à long terme	-	25 601,10	-25 601,10
3.4.3.4	343000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-	280 201,28	-280 201,28
3.4.3.4.0.1	343000	4_N_OS_ST_E	A court terme	-	32 529,18	-32 529,18
3.4.3.4.0.2	343000	4_N_OS_LT_E	A long terme	-	247 672,10	-247 672,10
3.4.3.4.1	343000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-	-	-
3.4.3.4.1.1	343000	4_N_FC_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.3.4.1.2	343000	4_N_FC_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.3.4.2	343000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières			
3.4.3.4.2.1	343000	4_N_NC_ST_E	A court terme	-	32 529,18	-32 529,18
3.4.3.4.2.2	343000	4_N_NC_LT_E	A long terme	-	247 672,10	-247 672,10

Poste	Code économique	Critères complémentaires	Libellé	Accroissement net des actifs financiers	Accroissement net des passifs financiers	Solde
3.4.4	344000	4_N_AL_AL_E	Régime d'assurance			
3.4.4.1	344000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	-	-
3.4.4.1.9	344000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.4.4.2	344000	4_N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	-	-	-
3.4.4.3	344000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	-	-
3.4.4.4	344000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-5 047,05	-	-5 047,05
3.4.4.4.1	344000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-5 047,05	-	-5 047,05
3.4.4.4.2	344000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières			
3.4.4.0.1	344100	4_N_AL_AL_E	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	-	-	-
3.4.4.0.2	344200	4_N_AL_AL_E	Droits à assurance vie et à annuités	-	-	-
3.4.4.0.3	344300	4_N_AL_AL_E	Droits à pension	-	-	-
3.4.4.0.4	344400	4_N_AL_AL_E	Créances des fonds de pension sur les sponsors	-	-	-
3.4.4.0.5	344500	4_N_AL_AL_E	Droits à prestations autres que des pensions	-	-	-
3.4.4.0.6	344600	4_N_AL_AL_E	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisé	-	-	-
3.4.5	345000	4_N_AL_AL_E	Crédits commerciaux et avances	421 594,82	-214 936,42	636 531,24
3.4.5.1	345000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	-	-
3.4.5.1.1	345000	4_N_CB_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.5.1.2	345000	4_N_CB_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.5.1.9	345000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.4.5.1.9.1	345000	4_N_MA_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.5.1.9.2	345000	4_N_MA_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.5.2	345000	4_N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	-	-	-
3.4.5.2.1	345000	4_N_DT_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.5.2.2	345000	4_N_DT_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.5.3	345000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	-	-
3.4.5.3.1	345000	4_N_GG_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.5.3.2	345000	4_N_GG_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.5.4	345000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	421 594,82	-214 936,42	636 531,24
3.4.5.4.0.1	345000	4_N_OS_ST_E	A court terme	3 399,27	-214 936,42	218 335,69
3.4.5.4.0.2	345000	4_N_OS_LT_E	A long terme	418 195,55	-	418 195,55
3.4.5.4.1	345000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-	-	-
3.4.5.4.1.1	345000	4_N_FC_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.5.4.1.2	345000	4_N_FC_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.5.4.2	345000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières			
3.4.5.4.2.1	345000	4_N_NC_ST_E	A court terme	3 399,27	-214 936,42	218 335,69
3.4.5.4.2.2	345000	4_N_NC_LT_E	A long terme	418 195,55	-	418 195,55
3.4.6	346000	4_N_AL_AL_E	Autres comptes à recevoir/ à payer	17 381,00	39 967,30	-22 586,30
3.4.6.1	346000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	39 443,90	-39 443,90
3.4.6.1.1	346000	4_N_CB_ST_E	A court terme	-	39 443,90	-39 443,90
3.4.6.1.2	346000	4_N_CB_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.6.1.9	346000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.4.6.1.9.1	346000	4_N_MA_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.6.1.9.2	346000	4_N_MA_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.6.2	346000	4_N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	-4,00	342,00	-346,00
3.4.6.2.1	346000	4_N_DT_ST_E	A court terme	-4,00	342,00	-346,00
3.4.6.2.2	346000	4_N_DT_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.6.3	346000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	-	-
3.4.6.3.1	346000	4_N_GG_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.6.3.2	346000	4_N_GG_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.6.4	346000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	17 385,00	181,40	17 203,60
3.4.6.4.0.1	346000	4_N_OS_ST_E	A court terme	185,00	181,40	3,60
3.4.6.4.0.2	346000	4_N_OS_LT_E	A long terme	17 200,00	-	17 200,00
3.4.6.4.1	346000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-	-	-
3.4.6.4.1.1	346000	4_N_FC_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.6.4.1.2	346000	4_N_FC_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.6.4.2	346000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières			
3.4.6.4.2.1	346000	4_N_NC_ST_E	A court terme	185,00	181,40	3,60
3.4.6.4.2.2	346000	4_N_NC_LT_E	A long terme	17 200,00	-	17 200,00
3.4.7	347000	4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	-	0,00	-0,00

Poste	Code économique	Critères complémentaires	Libellé	Accroissement net des actifs financiers	Accroissement net des passifs financiers	Solde
3.5	350000	4_N_AL_AL_E	Avoirs de réserve	384 293,00	-	384 293,00
3.5.1	351000	4_N_AL_AL_E	Or monétaire	-	-	-
3.5.1.1	351100	4_N_AL_AL_E	Or métal	-	-	-
3.5.1.2	351200	4_N_AL_AL_E	Comptes en or non affectés	-	-	-
3.5.2	352000	4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	-30 568,30	-	-30 568,30
3.5.3	353000	4_N_AL_AL_E	Position de réserve au FMI	-12 019,40	-	-12 019,40
3.5.4	354000	4_N_AL_AL_E	Autres avoirs de réserve	426 880,70	-	426 880,70
3.5.4.1	354100	4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	426 880,70	-	426 880,70
3.5.4.1.1	354110	4_N_AL_AL_E	Créances sur les autorités monétaires	5 401,10	-	5 401,10
3.5.4.1.2	354120	4_N_AL_AL_E	Créances sur d'autres entités	421 479,60	-	421 479,60
3.5.4.2	354200	4_N_AL_AL_E	Titres	-	-	-
3.5.4.2.1	354210	4_N_AL_AL_E	Titres de créance	-	-	-
3.5.4.2.1.1	354210	4_N_AL_ST_E	A court terme	-	-	-
3.5.4.2.1.2	354210	4_N_AL_LT_E	A long terme	-	-	-
3.5.4.2.2	354220	4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-	-	-
3.5.4.3	354300	4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers	-	-	-
3.5.4.4	354400	4_N_AL_AL_E	Autres créances	-	-	-
6	400000	5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	-6 763 189,86	-6 724 086,20	-39 103,66
0.	0	0_N_N_N_E	Postes pour mémoire	-	-	-
0.0	0	0_N_N_N_E	Financement exceptionnel	-	-	-
1.	220000	9_B_AL_AL_E	Transferts courants et ou en capital	-	-	-
1.1.	221100	9_B_AL_AL_E	Remises de dettes	-	-	-
1.2.	221200	9_B_AL_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	-	-	-
1.3.	22130z	9_B_AL_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications FMI	-	-	-
2.	310000	9_N_AL_AL_E	Investissements directs	-	-	-
2.1.	311100	9_N_AL_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	-	-	-
2.2.	311200	9_N_AL_AL_E	Instruments de dette	-	-	-
3.	320000	9_N_GG_AL_E	Investissement de portefeuille	-	-	-
4.	340000	9_N_GG_AL_E	Autres investissements	-	-	-
4.1.	341100	9_N_AL_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou pa	-	-	-
4.2.	341200	9_N_AL_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	-	-	-
5.	343000	9A_N_GG_AL_E	Arriérés	-	-	-
5.1.	343000	9A_N_GG_AL_E	Accumulation d'arriérés	-	-	-
5.1.1	343000	9A_N_GG_AL_E	Principal sur la dette à court terme	-	-	-
5.1.2	343000	9A_N_GG_AL_E	Principal sur la dette à long terme	-	-	-
5.1.3	343000	9A_N_GG_AL_E	Intérêts initiaux	-	-	-
5.1.4	343000	9A_N_GG_AL_E	Intérêts de pénalisation	-	-	-
5.2.	343000	9A_N_GG_AL_E	Remboursement d'arriérées	-	-	-
5.2.1	343000	9A_N_GG_AL_E	Principal	-	-	-
5.2.2	343000	9A_N_GG_AL_E	Intérêts	-	-	-
5.3.	343000	9A_N_GG_AL_E	Rééchelonnement d'arriérés	-	-	-
5.3.1	343000	9A_N_GG_AL_E	Principal	-	-	-
5.3.2	343000	9A_N_GG_AL_E	Intérêts	-	-	-
5.4.	343000	9A_N_GG_AL_E	Annulation d'arriérés	-	-	-
5.4.1.	343000	9A_N_GG_AL_E	Principal	-	-	-
5.4.2.	343000	9A_N_GG_AL_E	Intérêts	-	-	-

Source : BCEAO

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int